

RAPPORT D'ACTIVITE

SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

2016





L'ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT



Chers lecteurs,

Vous trouverez détaillée dans les pages qui suivent l'activité du SPCPF pour 2016.

Année riche en événements pour notre structure, la période a été en particulier marquée par la multiplication des actions dans le domaine de la promotion de l'institution communale, compte tenu de la sollicitation grandissante de nos partenaires institutionnels d'associer les communes à la réflexion sur des projets de société aux enjeux complexes.

Les départements de la formation des élus, de la restauration scolaire, de l'eau potable et de l'informatique ont connu également un accroissement notable de leur activité pour répondre à la demande croissante des élus de nos communes.

Ces chantiers sont les leurs.

C'est donc grâce au dynamisme des communes et de leurs partenaires (Etat, Pays principalement) que les projets naissent et se mettent en œuvre. Sans la volonté de chacun d'entre nous de souhaiter que notre commune, notre archipel, notre fenua progressent, le statu quo serait de mise et rien ne pourrait être réalisé par le SPCPF.

Les élus municipaux sont le moteur de notre activité, leurs challenges sont les nôtres. C'est avec plaisir que l'équipe du SPCPF et moi-même participons à la réalisation des projets. C'est avec enthousiasme que nous accompagnons les communes dans l'acquisition de nouveaux savoirs au travers de la formation. C'est avec persévérance, que nous portons les grands dossiers de l'adaptation et de la mutation de l'institution communale.

Au fil des pages, vous découvrirez comment nous travaillons à rendre la vie de nos concitoyens meilleure. Nous participons également à laisser en héritage aux générations futures un monde communal actif et en perpétuel changement afin de s'adapter à l'évolution de notre société.

Notre structure s'est ainsi adaptée positivement à ces sollicitations qui ont cependant généré un surcroît d'activité interrogeant sur l'ensemble des moyens (financiers, humains notamment) dont dispose le SPCPF à l'heure actuelle.

Cette interrogation devra trouver des éléments de réponse à l'avenir, pour permettre au SPCPF de disposer de l'ensemble des ressources nécessaires à l'accomplissement de ses missions au service des communes polynésiennes.

Cyril Tetuanui



3

L'ÉDITORIAL DU PRÉSIDENT



4

LE SOMMAIRE



6-7

LES FAITS MARQUANTS



8

LE DÉPARTEMENT PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE



La synthèse 10

Le bilan

Réformer la fiscalité communale 11

Modification du statut de la Polynésie française

Les réalisations 12

L'année 2016 a été marquée par de nombreuses sollicitations

Les employeurs du secteur privé rencontrent les maires 13

Renforcer les liens avec la Nouvelle Calédonie

Feu vert pour la charte et la démarche de contractualisation

Congrès de l'ACCD'OM à Mayotte 14

Modalités d'inscription sur les listes électorales

L'analyse 15

Les chiffres

Les résultats comptables

16

LE DÉPARTEMENT FORMATION DES ÉLUS



La synthèse 18

Le bilan

Les moments phares de 2016

Les points d'évolution importants en 2016

Le bilan qualitatif 19

Une délégation en mission technique en Vendée 21

Mutualiser les moyens : un enjeu pour les communes

Revisiter les objectifs du congrès des communes 22

Le budget quantitatif 2016 23

Comprendre le budget de la commune 24

Les chiffres clés

Les résultats comptables 25

26

LE DÉPARTEMENT RESTAURATION SCOLAIRE



La synthèse 28

Le bilan

Les objectifs du projet

La réalisation des objectifs

Un partenariat SPCPF/AFD 31

Le service de restauration scolaire dans les atolls isolés 32

Les métiers de la restauration scolaire

Le calendrier de travail 33

Les chiffres clés

Les résultats comptables





34

LE DÉPARTEMENT EAU POTABLE



Le bilan **36**

Les projets stratégiques

Secteur îles hautes

Secteur Tuamotu

*De nouveaux forages
sur l'île de Huahine* **37**

*Sécuriser les interventions
sur les réseaux d'eau
des Iles du Vent* **38**

*La démarche
de contractualisation*

Analyse des résultats
de l'année **39**

Les chiffres clés

Les résultats comptables

*Premier bilan
pour le secteur Tuamotu* **40**

*Production d'eau potable
par évaporation solaire* **41**

*Les rôles du SPCPF
et de son département
eau potable*

42

LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE



Le bilan **44**

Tonalité
et faits marquants

Synthèse du programme

Bilan de la Hotline 2016 **45**

*@ctes : Dématérialisation
des actes administratifs* **46**

*@ctes : Le soutien
de A.G.E.D.I*

La situation des logiciels
distribués par le SPCPF **47**

Les résultats comptables

48

LE DÉPARTEMENT COMMUNICATION



Le bilan **49**

Les objectifs du projet

Le détail des actions
réalisées pour
les départements **50**

Les chiffres clés

51

LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION



Le bilan financier **52**

Résultat de l'exercice

La section
de fonctionnement **53**

*Les recettes
de fonctionnement*

*Les dépenses
de fonctionnement*

La section
d'investissement **55**

*Les recettes
d'investissement*

*Les dépenses
d'investissement*

Les résultats définitifs

Tableaux : **56**

- *Résultats globaux*
- *Résultats par compétence
affectation du résultat*

Délibération n°1/2017/SPC
du 2 février 2017 **58**

SPCPF - Rapport d'activité 2016

- **Directeur de la publication** : Jean Silvestro
- **Chef d'édition** : Ronan Gloaguen
- **Conception graphique et réalisation** : Jean-Philippe Martin
- **Photos** : Ronan Gloaguen, sauf : Serge Carabasse (p 41), Laurence Cuheval (pp 41, 54), Anaëlle Drollet (p 37), Lucas Gendron (p 40), Mihirangi Moeroa (pp 28, 32), Jalil Sekkaki (pp 3, 34, 38, 42), Ivana Surdacki (p 13), Manu'a Vecker-Sue (pp 50, 52), Julien Vescovoli (p 13)
- **Illustration** : Stéphane Margaria (p 24)
- **Impression** : STP Multipress



FÉVRIER



Le SPCPF obtient le renouvellement de l'agrément du Conseil national de la formation des élus locaux



(CNFEL) pour dispenser des actions de formation aux élus municipaux.



Les journées de la restauration scolaire du 1^{er} degré se sont tenues dans la commune de Teva I Uta sur le thème de l'état des lieux.



Arrivée du nouveau directeur du département informatique.



Signature des conventions @ctes par le Haut-commissaire, cinq communes et le SPCPF.



@ctes est un projet mené en partenariat afin que toutes les communes puissent dématérialiser la transmission de leurs arrêtés et délibérations aux subdivisions chargées du contrôle de légalité.



Lancement du nouveau site web du SPCPF et de la page Facebook professionnelle.



Le président de la République, M. François Hollande était en visite officielle en Polynésie française.

MARS



Le comité de pilotage du contrat de projet Etat/Pays/Communes a rendu éligible le financement d'opérations hydrauliques pour les communes de Rurutu, Huahine, Tumaraa et Teva I Uta. Le SPCPF a lancé les études et les appels d'offres.

AVRIL



Réforme de la PSG : les employeurs du secteur privé rencontrent les maires au SPCPF. Le gouvernement du Pays a lancé une série de consultations en vue



de réformer le système de protection sociale généralisée (PSG), pour l'élaboration de la PSG2. Une rencontre des tavana avec les organisations patronales afin de recueillir leur opinion et de définir une position conjointe en tant que «monde communal - employeur» s'est tenue au SPCPF.



Lancement de l'espace E-ressources pour les élus formateurs à l'occasion du second rassemblement de ce groupe essentiel dans l'activité du SPCPF. Le réseau des élus formateurs a connu dans l'année une montée en compétence se traduisant notamment par la conception de formations et une participation très active au congrès des communes (août).



Groupe de travail des agents des communes sur les référentiels métiers, de la restauration scolaire du premier degré.

MAI



Participation d'une délégation du SPCPF au Congrès de l'AMF. Le déplacement en métropole a été mis à profit pour rencontrer des décideurs au plus haut niveau des institutions nationales (Présidence de la République, Sénat, Premier ministre).

JUIN



La réforme de la fiscalité communale polynésienne à l'étude. Deux experts du CNFPT ont conduit une mission en Polynésie à ce sujet. Des élus municipaux polynésiens ont été sollicités et ont travaillé sur la réforme de la fiscalité communale.



Mission de lancement du projet "Amélioration de la qualité des budgets annexe" en matière de restauration scolaire à Huahine avec l'Agence Française de Développement (AFD).





JUILLET



Des propositions de modification du statut de la Polynésie française.

Le président du Pays a rencontré le président du SPCPF et une délégation d'élus municipaux pour leur remettre un projet de modification du statut de la Polynésie française portant sur les articles concernant les communes en juin. A ce document était jointe une note sur la préparation de l'Accord de Papeete résultant du séminaire gouvernemental des 13 - 15 mai 2016 et de la visite du président de la République en février. Un groupe de travail représentatif des cinq archipels s'est réuni au SPCPF en juillet pour étudier le texte et formuler des propositions.

OCTOBRE



Déplacement d'une délégation d'élus municipaux polynésiens au congrès de l'ACCDOM à Mayotte.

NOVEMBRE



Lancement des travaux d'installation des évaporateurs

AOÛT



Le 27^{ème} congrès des communes s'est tenu à Taïarapu-Est du 1^{er} au 03 août sur le thème du rôle des communes en matière de développement économique de la Polynésie française.



Les nouveaux forages de Huahine sont productifs.

De l'eau d'excellente qualité a été découverte à une profondeur de 81 m. Les travaux ont été réalisés par une société implantée localement.



solaires de la commune de Fangatau sous la maîtrise d'œuvre du SPCPF.

SEPTEMBRE



Rencontre très conviviale entre M. Cyril Tetuanui et M. Eric Gay, président de l'association française des maires de Nouvelle Calédonie (AFMNC) dans la commune du Mont Dore dont M. Gay est le maire.



Commissions techniques des élus : feu vert pour la charte et la démarche de contractualisation. Une commission d'élus pour les départements informatique, restauration scolaire, et eau potable du SPCPF s'est tenue pendant trois jours début septembre.



Mission en Vendée du 19 au 24 septembre

pour une délégation d'élus menée par le président du SPCPF. Dans la continuité du congrès des communes d'août, l'objectif était de prendre connaissance des actions menées en matière de développement économique par des communes métropolitaines de taille comparables à leurs homologues polynésiennes.

DÉCEMBRE



Commission technique sur les locaux et équipements des services de restauration scolaire.



Démarche de contractualisation.

Signature des contrats avec les premières communes en décembre à l'occasion du conseil syndical.





- M. JEAN SILVESTRO
- Mme MANAVA LABORDE
- M. Raymond AH TAK
- M. Gaston TONG SANG
- M. Marcelin LISAN
- Mme Mireille HAOATAI
- Mme Teanehu TEAHE
- M. Thomas MOUTAME
- Mme Sylviane TEROOATEA
- M. Cyril TETUANUI
- Maire
- Tumaraa





LE DÉPARTEMENT PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE

Défendre le rôle et les intérêts des communes au niveau institutionnel

Longtemps isolées, les communes polynésiennes ont compris l'intérêt d'être unies sur les dossiers d'actualité ou de réformes les concernant. Le président du SPCPF agit alors comme porte-parole des tavana. Cette unité d'action permet aussi d'être présent dans les médias.

Une action multi forme

Intitulées «Promotion de l'institution communale», ces actions de représentation des communes et de défense de leurs intérêts prennent notamment la forme de groupes de travail organisés par le SPCPF. Avant les discussions dans différentes instances comme le Comité des Finances Locales (CFL), ces réunions préparatoires permettent aux maires de bien mesurer les enjeux des décisions qu'ils seront amenés à prendre ou des arbitrages qu'ils devront faire. Cette méthodologie permet au final de parler d'une seule voix, et de façon représentative. Au cours des années le SPCPF a renforcé ces actions et pilote des groupes de travail et de réflexion dans plusieurs directions, en participant aux rencontres avec l'Etat, le Pays et tous les partenaires institutionnels.

Dans le cadre de l'élaboration de la réforme communale et récemment de la mise en œuvre de la fonction publique communale (FPC), ces actions ont permis que l'institution communale soit reconnue comme un partenaire institutionnel à part entière.

La représentation des communes polynésiennes à l'échelon national et dans l'outremer

Le SPCPF est l'interlocuteur privilégié du ministère de l'Outremer pour les dossiers essentiels concernant les communes polynésiennes. Il organise également la participation d'élus municipaux polynésiens au congrès de l'Association des Maires de France (A.M.F.) ainsi qu'aux travaux menés par l'Association des Communes et Collectivités d'Outremer (ACCD'OM). Cela contribue au partage d'expérience entre élus issus de collectivités de même taille ou d'outremer.



LE DÉPARTEMENT PROMOTION DE L'INSTITUTION COMMUNALE

LA SYNTHÈSE

Avec la montée en puissance de l'institution communale elle-même, le département doit relever le défi de représenter le monde communal, de le mobiliser en respectant sa diversité et d'être force de proposition pour que les réformes nécessaires puissent être portées et défendues.



Les élus durant
une séance
de travail

Depuis plusieurs années, le département s'est donc développé en devenant le fer de lance incontournable du monde communal lorsqu'il s'agit de défendre les intérêts communaux auprès des partenaires, que ce soit en Polynésie française, et même en métropole.

L'année 2016 a confirmé cette montée en puissance avec l'aboutissement du travail mené pour modifier le CGCT et réformer le mode d'élection des communes avec communes associées, ainsi qu'avec le travail réalisé en partenariat avec le Pays sur le RSPF et la loi sur l'égalité réelle et l'accord de Papeete.

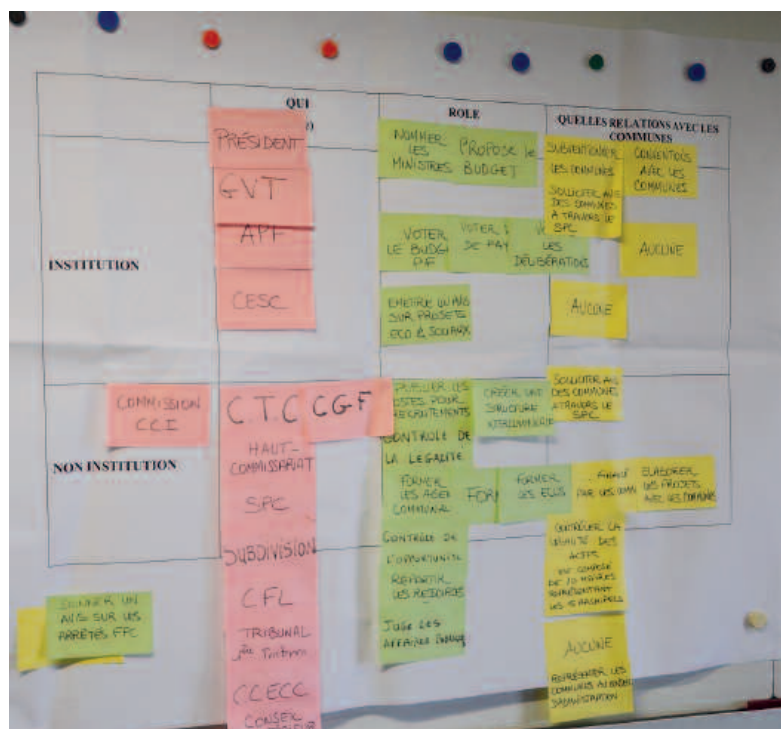
Le projet promotion de l'institution communale s'inscrit clairement dans le projet politique du SPCPF.

Le développement de l'institution communale et la mise en œuvre de partenariats efficaces, notamment institutionnels, constituent des enjeux forts du projet politique, induisant *de facto* pour le département promotion une obligation de mobilisation et de résultats sur la mandature.

LE BILAN 2016

Rappel des objectifs

- Concrétiser les travaux entrepris en 2015, avec en final des décisions au niveau du parlement :
 - CGCT,
 - Communes associées,
 - Statut 2004,
- Proposer une réforme fiscale pour les communes :
 - Avec le recrutement du chef de projet finances, la réforme étant confirmée par le Pays,
 - Une mission CNFPT pour apporter une expertise en début d'année,
 - L'accueil d'une stagiaire de l'INET pour bénéficier d'un fort appui ponctuel pour relever le défi de propositions à remettre en milieu d'année,
- Référentiels métiers :
 - Initiation du projet en partenariat avec le CGF,
 - Premiers travaux pour les DGS et la restauration scolaire,
- Poursuite de l'appui aux élus sur la FPC (via le conseil supérieur de la fonction publique),
- Accompagnement des élus représentant les communes au FIP / CFL,
- Assurer si nécessaire la représentation des communes ou l'établissement d'avis sur des dossiers ou réforme sollicités en cours d'année.





RÉFORMER LA FISCALITÉ COMMUNALE



Le dossier n'est pas nouveau, mais il a été relancé. Deux experts du CNFPT, Jean-Yves Guyomard et Emmanuel Darcissac ont conduit une mission en Polynésie à ce sujet au cours du mois de juin. Des élus municipaux et des cadres ont travaillé sur le dossier.

Réalisée à la demande du SPCPF dans le cadre du partenariat avec le centre national de la fonction publique territoriale (CNFPT), cette mission poursuivait plusieurs objectifs :

- Faire un état des lieux de la fiscalité communale polynésienne ;
- Identifier la fiscalité existante au niveau du Pays, avec le lien actuel avec le FIP ;
- Comprendre et analyser la vision des élus communaux sur la fiscalité (absence de pratique d'une vraie fiscalité, quelle nouvelle relation au citoyen en cas de mise en place, etc.) ;
- Identifier des pistes de travail pour la nouvelle fiscalité communale, intégrant le fait que la fiscalité doit être appréhendée dans sa globalité (Pays et communes).

Le déplacement des deux experts a pris la forme d'une série de rencontres avec des personnalités du monde institutionnel (Pays, CESC, Haut-commissariat), puis de cadres du monde communal, et enfin l'animation d'un groupe de travail de deux jours au SPCPF avec des élus provenant de l'ensemble des archipels. Cette réunion de travail a permis d'examiner en profondeur les différents aspects de la fiscalité des communes polynésiennes. Chacun des élus présents a eu l'opportunité d'exprimer sa vision d'une fiscalité communale. De ces différents travaux il a été possible de retenir les éléments suivants parmi les plus importants :

- A terme, l'objectif des élus municipaux est de parvenir à l'autonomie financière des communes. Mais cette démarche doit être progressive et se dérouler en étapes successives ;
- En permettant de nouvelles ressources financières, la fiscalité communale permettrait de mettre en œuvre de nouveaux projets pour les communes ;
- En tout état de cause, la mise en œuvre d'une réforme de la fiscalité communale reste une prérogative du Pays ;
- Le système de péréquation permis par le FIP doit demeurer car il est l'expression de la solidarité entre les communes.

Logiquement un bilan du FIP et de son fonctionnement du point de vue du monde communal a été également réalisé. De l'avis de tous, le dispositif demeure l'outil principal de financement des projets des communes. Il est alimenté par un prélèvement de 17 % des recettes fiscales du Pays.

Les élus aimeraient que ce taux retrouve son niveau de 25 %. Ils souhaitent également que la présidence de ce fond (aujourd'hui assurée conjointement par le haut-commissaire et le Président de la Polynésie française) soit assumée par un maire afin de permettre de meilleures décisions d'investissements, dont la maîtrise leur échappe aujourd'hui.

MODIFICATION DU STATUT DE LA POLYNÉSIE FRANÇAISE

Le président du Pays, Edouard Fritch a rencontré le président du SPCPF et une délégation d'élus municipaux en juin pour leur remettre un projet de modification du statut de la Polynésie française portant sur les articles concernant les communes.

A ce document était joint une note sur la préparation des «accords de Papeete» résultant du séminaire gouvernemental des 13 - 15 mai 2016 et de la visite du président de la République en février. Par cette démarche, le président du Pays avait souhaité recueillir l'avis des communes polynésiennes sur ces deux sujets majeurs afin que les élus municipaux puissent proposer toutes modifications souhaitables pour le monde communal. Malgré le délai très court demandé, le président du SPCPF et les élus ont considéré comme incontournable de travailler sur le sujet afin que le monde communal puisse faire entendre sa voix et ses propositions.

A l'issue de ces deux premiers jours de travail, les élus se sont prononcés favorablement sur le principe des projets de modifications présentées par le gouvernement du Pays, avec cependant des propositions correspondant à leur vision de l'évolution du monde communal, notamment sur les compétences communales et le FIP. Ils ont toutefois souligné qu'ils souhaitaient que toute modification statutaire fasse l'objet d'une analyse en profondeur sur les évolutions et leurs conséquences pour le monde communal.



Le groupe de travail d'élus communaux réunissant 15 maires ou conseillers municipaux : Cyril Tetuanui, Président du SPCPF et maire de la commune de Tumara'a, Frédéric Teriাতেtoofa, 2^{ème} vice-président du SPCPF et conseiller municipal de la commune de Rangiroa, Marcellin Lisan, 3^{ème} vice-président du SPCPF et maire de la commune de Huahine, Lorna Oputu, 6^{ème} vice-présidente du SPCPF et conseillère municipale de la commune de Mahina, Hinatea Tama-Georges, 5^{ème} adjointe au maire de la commune de Papeete, Philip Schyle, maire de la commune d'Arue, Frédéric Fritch, 1^{er} adjoint au maire de la commune de Mahina, Rony Tumahai, maire de la commune de Punaauia, Anthony Jamet, maire de la commune de Taiarapu-Est, Gaston Tong Sang, maire de la commune de Bora Bora, Félix Tokoragi, maire de la commune de Makemo, John Toromona, maire délégué de la commune associée de Afareaitu (Commune de Moorea-Maiao), Narii Tuanainai, maire de la commune de Rapa, Félix Barsinas, maire de la commune de Tahua et Zelma Tuaru, conseillère municipale de la commune de Rapa.



LES RÉALISATIONS

Concrétiser les travaux entrepris en 2015, avec en final des décisions au niveau du parlement

Le travail initié en 2015 sur les communes associées a porté ses fruits en 2016, avec un projet de loi porté par la sénatrice de la Polynésie française. Le projet a été défendu par les élus communaux eux-mêmes en mai lors d'une mission pendant laquelle les différents partenaires institutionnels ont été rencontrés, dont les présidents des commissions des lois du Sénat et de l'Assemblée nationale.

Le projet de loi a été adopté début juillet au Sénat et le 24 novembre à l'Assemblée nationale, et ceci dans des rédactions identiques. La réforme est donc effective.

Référentiels métiers

Le projet a été initié en partenariat avec le CGF et les référentiels pour les DGS et la restauration scolaire ont été concrétisés.

Proposer une réforme fiscale pour les communes

Bien que l'accueil d'une stagiaire de l'INET n'ait pu finalement être réalisé, la mission CNFPT prévue s'est tenue et a permis de poser les bases de la réflexion. Le recrutement du chef de projet finances a été lancé en septembre, avec un recrutement effectif au 1^{er} janvier 2017.

Poursuite de l'appui aux élus sur la FPC (conseil supérieur)

Trois rencontres se sont déroulées, permettant à chaque réunion du bureau ou de la plénière du conseil supérieur de préparer les élus à ces réunions.

Accompagnement des élus FIP / CFL

L'accompagnement initié les années précédentes s'est accentué, avec des réunions préparatoires permettant aux élus d'être actifs et force de proposition en groupe de travail ou plénière du CFL. En 2016 le même type de travail a été initié pour accompagner les élus communaux siégeant au comité du contrat de projet.

Assurer si nécessaire la représentation des communes ou l'établissement d'avis sur des dossiers ou réformes sollicités en cours d'année.



L'année 2016 a été marquée par de nombreuses sollicitations :

- Le code des marchés publics avec le suivi du dossier, la défense de celui-ci en commission de l'assemblée de Polynésie française, et la participation aux premiers groupes de travail pour la rédaction des arrêtés.
- Le dossier du RSPF où, après le constat d'une application difficile de la réforme sur le terrain, le SPCPF s'est investi en mobilisant élus et cadres pour être force de proposition pour modifier la loi, rédiger les arrêtés d'application et participer à l'élaboration du plan d'accompagnement de la réforme de la loi de Pays adoptée à l'assemblée.
- Le statut de 2004, avec notamment des propositions fortes pour modifier l'article 43.II du statut et permettre aux communes à terme d'exercer les compétences du Pays en toute légalité et en bonne coordination avec celui-ci.
- L'accord de Papeete et la loi sur l'égalité réelle, avec une mobilisation accrue des élus pour être force de proposition auprès du Pays et de l'Etat.





Réforme de la PSG

LES EMPLOYEURS DU SECTEUR PRIVÉ RENCONTRENT LES MAIRES

Le gouvernement du Pays a lancé une série de consultation en vue de réformer le système de protection sociale généralisée (PSG), pour l'élaboration de la PSG2. Une rencontre des tavana avec les organisations patronales afin de recueillir leur opinion et de définir une position conjointe en tant que "monde communal - employeur" s'est tenue au SPCPF à l'initiative du président Cyril Tetuanui.

Avec près de 4 600 agents, le monde communal constitue un des employeurs les plus importants de Polynésie française. La réforme envisagée aura un impact important pour la gestion du personnel, mais également sur les finances communales :

- au niveau des cotisations salariales et patronales, pour la maladie et la retraite,
- au niveau de l'âge limite d'emploi dans la commune, celui-ci étant forcément aligné sur l'âge minimum de la retraite de la CPS, mais aussi sur le nombre d'annuités pour bénéficier d'une retraite pleine.

Les points abordés lors des discussions ont porté sur les thèmes suivants :

- La définition d'une position commune des



employeurs (secteur privé / monde communal) sur la réforme.

- L'établissement d'une priorité éventuelle : le régime universel maladie ou la retraite ?
- L'aspect social de la réforme et la situation de nos concitoyens les plus en difficulté, avec un objectif de pouvoir proposer au gouvernement du Pays des propositions sur l'aspect social. En effet, pour les tavana,

la réforme ne peut se réduire à l'étude de l'impact sur le fonctionnement des communes du point de vue employeur. La réforme proposée a un impact évident sur la vie des citoyens et en particulier des plus démunis. Il convient donc de s'interroger sur certains aspects de la réforme, notamment son financement, mais aussi un certain nombre d'effets « pervers ».

RENFORCER LES LIENS AVEC LA NOUVELLE CALÉDONIE

A l'occasion d'un déplacement du président du SPCPF en Nouvelle Calédonie, une rencontre très conviviale entre Cyril Tetuanui et Eric Gay, président de l'AFMNC, s'est déroulée dans la commune du Mont Dore, dont M. Gay est le maire. Une belle occasion de renforcer les liens des associations des maires de Nouvelle Calédonie et de Polynésie française.

Le contenu de l'entretien a porté notamment sur les actions des deux structures, et le congrès des communes de Polynésie française. Ont aussi été évoqués des études menées sur le sujet des ressources financières et de

la fiscalité des communes en Polynésie française et en Nouvelle Calédonie.

Les présidents sont convenus que les deux structures puissent échanger sur ces sujets et partager les résultats de leurs études respectives. Ils ont aussi fait le constat de leurs pratiques différen-

tes sur les critères de répartition du fonds intercommunal de péréquation (FIP). Basée sur 12 critères en Polynésie française, la répartition des fonds s'opère seulement sur 6 critères, inchangés depuis 1987 en Nouvelle Calédonie. La mise en place des 12 critères en Polynésie française a tout particulièrement intéressé les élus calédoniens pour faire évoluer leur propre dispositif.



Mission institutionnelle

Une mission institutionnelle a été menée en mai, profitant de la présence des élus au congrès des maires de l'AMF. Elle a permis de consolider les partenariats institutionnels : Présidence de la République, Ministère des outre-mer, Ministères (justice, fonction publique, égalité), Sénat, Assemblée nationale, AMF, CESE, CNFPT.

Le SPCPF, et à travers lui le monde communal polynésien bénéficient désormais d'une bonne notoriété, avec potentiellement la possibilité d'activer le réseau lorsqu'il faut défendre des projets, et d'une manière générale l'institution communale polynésienne elle-même.





CONGRÈS DE L'ACCD'OM À MAYOTTE

Deux représentants du SPCPF, Félix Tokoragi, maire de la commune de Makemo, et Frédéric Teriatetoofa, conseiller municipal de la commune de Rangiroa et 2^{ème} Vice président du SPCPF, ont participé au congrès de l'association des communes et collectivités d'outre-mer (ACCD'OM) qui s'est tenu à Mayotte, dans l'océan indien.

Parmi d'autres sujets (aménagement et développement durable au service du tourisme, loi sur l'égalité réelle Outre-mer notamment) la problématique centrale abordée au cours du congrès 2016 de l'ACCD'OM était en relation avec la loi NOTRe, qui opère une nouvelle organisation territoriale et en particulier la répartition des compétences entre les différentes collectivités dans l'ensemble français (communes, intercommunalités, départements et région). Compte tenu de son statut de large autonomie au sein de la République, la Polynésie française est peu impactée par cette loi, même si la question de la répartition des compétences est centrale dans la relation qu'entretiennent les communes avec le Pays, notamment lorsque se mettent en place des structures intercommunales qui souhaitent valoriser et développer leur potentiel économique.

Mme Hanima Ibrahima, présidente de l'ACCD'OM, maire de Chirongui (Mayotte) et le sénateur M. Thani Mohamed Soilihi entourés par les élus polynésiens.



C'est ce sujet qui a constitué le thème central du congrès des communes de Polynésie française d'août 2016. Le congrès de l'ACCD'OM permet d'avoir une vision globale de la manière dont les problématiques des communes de l'outre-mer sont traitées par leurs élus. Chacune des collectivités développe des solutions originales qui permettent de résoudre des difficultés spécifiques. Le partage des expériences entre les élus et le dialogue qui s'instaure dans les échanges permet aux différents élus de s'enrichir des expériences de leurs homologues.



MODALITÉS D'INSCRIPTION SUR LES LISTES ÉLECTORALES

Le SPCPF a été sollicité afin de recueillir les avis des élus communaux de Polynésie française sur la proposition de loi rénovant les modalités d'inscription sur les listes électorales enregistrée à l'Assemblée nationale le 9 décembre 2015.

Parmi les mesures inscrites dans cette proposition de loi figurent trois évolutions majeures :

- Permettre aux citoyens de s'inscrire sur les listes électorales jusqu'à 30 jours avant la tenue du scrutin ;
 - Alléger les procédures administratives de révision des listes électorales en confiant aux maires le pouvoir d'inscrire et de radier les électeurs, sous le contrôle d'une commission municipale statuant environ un mois avant le scrutin ;
 - Constituer un répertoire unique des électeurs tenu par l'ISPF en lien avec l'INSEE, visant à fluidifier les échanges entre les communes et à faciliter les contrôles de doubles inscriptions sur les listes électorales.
- Ce projet de réforme avait donné lieu à un avis favorable de principe lors de la journée d'information des délégués du SPCPF le vendredi 12 février 2016. Mais ils ont souhaité également qu'un groupe de travail spécifique soit organisé pour rendre un avis plus circonstancié.

Neuf élus représentatifs des communes du fenua se sont réunis pour étudier la proposition de loi et donner un avis prenant en compte la réalité des communes polynésiennes. Ils se sont appuyés sur un travail technique réalisé par des cadres communaux le matin même.

Ces élus ont confirmé l'avis favorable et émis de nombreuses remarques et propositions. On notera en particulier l'accord des élus sur :

- le dispositif donnant au Maire le pouvoir de gérer directement les inscriptions et radiations, avec une commission de contrôle n'intervenant qu'en fin de processus ;
- les propositions de composition des commissions de contrôle ;
- le principe d'un répertoire électoral unique géré par l'ISPF ;
- la participation des jeunes électeurs ayant eu 18 ans entre les 2 tours d'une élection.

Les élus ont cependant soulevé certaines difficultés qu'il conviendra de prendre en compte :

- la date limite d'inscription trop rapprochée du premier tour de l'élection. Ils estiment qu'un délai de 60 jours est préférable, permettant de gérer les éventuels recours et de laisser aux services municipaux le temps nécessaires à l'organisation de l'élection elle-même ;
- les conditions d'inscriptions des jeunes ayant 18 ans entre les 2 tours de l'élection. Ils estiment que l'inscription doit pouvoir être faite dans le délai réservé à l'ensemble des électeurs, même si les personnes n'ont pas encore 18 ans ;
- pour les années sans élection, la difficulté que représentera le non affichage de la liste électorale. Ils demandent à ce que la commission de contrôle puisse se réunir dans ce cas là ;
- les moyens qui devront être prévus au niveau de l'ISPF pour que celui-ci puisse jouer le rôle central que lui réserve la loi ;
- la composition de la commission dans le cas des communes de plus de 1 000 habitants avec communes associées. Ils demandent à ce que le dispositif prévu pour les communes de moins de 1 000 habitants soit appliqué. Ils s'interrogent également sur les conditions de prise en compte des situations des électeurs lorsque ceux-ci sont inscrits dans des communes associées constituées d'îles séparées géographiquement du chef lieu (cas des Tuamotu et de Maïao) ;
- les liens informatiques nécessaires entre les communes et l'ISPF d'une part et l'ISPF et le haut-commissariat d'autre part. La faisabilité technique pour les communes éloignées devra être confirmée et les protocoles informatiques devront être adaptés si nécessaire aux conditions locales ;
- la difficulté que représente pour les communes n'ayant pas de gendarmerie ou de police nationale la gestion des procurations. L'objectif d'amélioration de la participation aux élections doit prendre en compte cette spécificité résultant de la dispersion de nos îles.

L'avis a été transmis aux partenaires impliqués par la réforme : haut-commissariat, gouvernement et assemblée de Polynésie française.



L'ANALYSE

Le travail accompli a profité d'abord à l'institution communale polynésienne. Celle-ci est maintenant mieux reconnue, les communes et leurs élus n'hésitant pas à s'affirmer, s'exprimer, même si le constat est toujours fait de la difficulté à se faire comprendre, à travailler avec les partenaires de façon sereine. L'année s'est terminée avec l'identification d'enjeux forts pour l'avenir :

- La priorité que les communes donnent au social, avec le suivi du dossier RSPF et la nécessité de poursuivre le travail sur la modification du statut de la Polynésie française et de son article 43.II,
- Le développement économique, domaine émergent mais dont les communes souhaitent se saisir, conscientes du lien fort existant avec le social,
- La fiscalité communale, et au-delà, la réflexion à mener sur l'approche des finances communales et la façon de mener la réforme en véritable partenariat avec le Pays.

On notera enfin que la méthode de travail du SPCPF mobilisant des élus et des cadres, la recherche d'une représentativité des nos différentes communes et

archipels, la validation lors des réunions importantes (congrès, comités syndicaux par exemple) est très appréciée et apporte aux travaux et avis rendus une force qui profite au monde communal.

En résumé, le département promotion de l'institution communale a pu faire face aux demandes, même si le constat doit être fait que le SPCPF, au nom du monde communal, est de plus en plus sollicité en raison de la volonté des partenaires de travailler avec une structure représentant l'institution communale.

Qu'ils soient financiers ou humains, la question des moyens se pose donc de manière récurrente, avec l'enjeu de pouvoir être de plus en plus représentatif de la diversité du monde communal polynésien.

Des points de vigilance ont été relevés :

- La réflexion ne peut plus être menée uniquement sur les concepts. Il sera impératif pour l'avenir de pouvoir travailler sur des éléments concrets comme par exemple les simulations de fiscalité et le chiffrage des actions communales en matière de social ou de développement économique,
- Le travail réalisé par le département a été conséquent, mais peu visible car mobilisant un nombre d'élus relativement faible. Il s'agit d'un point à améliorer.

LES CHIFFRES

Ces tableaux résument l'année au niveau des groupes de travail. On constate que le nombre d'actions réalisées est de 29 contre 17 prévues, avec une mobilisation du FIP conséquente.

GLOBAL • Prévu			
Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)
17	227	2 443	8 883 700
..... DIFFÉRENCE ▶			
..... TAUX DE RÉALISATION ▶			

GLOBAL • Réalisé			
Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)
29	297	2 291	7 579 409
12	70	- 152	- 1 304 291
171%	131%	94%	85%

FIP • Prévu			
Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)
7	113	1 358	4 846 900
..... DIFFÉRENCE ▶			
..... TAUX DE RÉALISATION ▶			

FIP • Réalisé			
Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)
6	86	582	3 859 754
- 1	- 27	- 776	- 987 146
86%	76%	43%	80%

Secteurs	Prévu				Réalisé			
	Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)	Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)
Code des marchés publics	1	22	154	380 400	1	10	70	100 000
Commission	0	0	0	0	1	11	154	225 249
Développement	0	0	0	0	2	12	44	265 523
Finances et fiscalité	7	85	903	4 488 100	5	48	331	2 823 651
FPC	3	30	210	899 700	3	14	51	28 780
Juridique	3	54	756	1 323 200	8	110	719	2 552 625
Mission institutionnelle	0	0	0	0	1	7	210	645 862
Référentiels	3	36	420	1 792 300	2	24	336	564 966
Social	0	0	0	0	6	61	376	372 753
TOTAL	17	227	2 443	8 883 700	29	297	2 291	7 579 409

LES RÉSULTATS COMPTABLES

L'année 2016 a vu la réalisation de plus d'actions que prévues en groupes de travail. Cependant, en raison du non recrutement du chef de projet Finances et fiscalité, le taux de réalisation s'établit à 80,5 % en dépenses et 85 % en recettes. Ainsi l'excédent de fonctionnement reste stable.

FONCTIONNEMENT

▶ SITUATION FIN 2015	3 362 625 F CFP
• DÉPENSES 2016	38 913 400 F CFP
• RECETTES 2016	40 191 601 F CFP
▶ SITUATION FIN 2016	4 640 826 F CFP





LE DÉPARTEMENT FORMATION DES ÉLUS

Former les élus municipaux pour mieux servir la population

Il s'agit de faciliter la compréhension des problématiques communales par les élus : évolutions statutaires du personnel ou réglementaires, avancées technologiques, nouveaux outils de travail... Les élus disposent ainsi de moyens pour s'adapter aux tâches à accomplir dans leur mandat. Le département organise plusieurs types d'actions.

Les formations spécifiques des élus pour améliorer et développer les connaissances

Le monde communal évoluant sans cesse (organisation et contrôle juridique, statut du personnel, développement durable, etc.), le SPCPF forme et informe les élus communaux en continu. Chaque élu a accès à de nombreuses formations (système communal, finances, juridique, communication, management, sécurité...) afin d'explorer toutes les facettes de son rôle et de remplir au mieux les missions qui lui incombent auprès de la population. Il est ainsi sensibilisé aux problématiques majeures de son mandat, aux préoccupations et attentes des administrés et aux prérogatives de sa fonction. L'objectif est que l' élu exerce dans les meilleures conditions son rôle d'initiateur, de décideur et de relais de la population.

Le congrès annuel des communes : un outil de réflexion majeur

Le congrès annuel des communes est un moment de rencontres et d'échanges réunissant des élus, des cadres de Polynésie française et des délégations d'élus de métropole et des collectivités d'outremer. On y compare les expériences, analyse les pratiques respectives et réfléchit sur des problématiques communales. Autour d'une thématique différente chaque année, c'est un moment clé dans la vie des communes.

Les séminaires thématiques : des journées fédératrices indispensables

Ces moments sont importants pour les élus et les agents communaux. Ils sont consacrés à partager expériences, pratiques et visions de l'avenir pour améliorer le service à la population. Un comité de pilotage d'élus propose chaque année les thèmes qui seront développés entre élus et agents lors de séminaires, afin d'obtenir une collaboration optimale entre les deux parties, de favoriser le dialogue et les échanges. Parmi les thèmes abordés on trouve ceux des finances communales, de la conduite des projets communaux, de la sécurité au travail ou encore de l'intercommunalité.



LA SYNTHÈSE

Le bilan de la troisième année de mandature est positif. 2016 est une année dont le programme a été dense, produisant de très bons résultats.

LE BILAN 2016

La tonalité 2016 est très positive. On retiendra une année dense avec de bons résultats, tant sur le plan de la participation des communes que sur celui de la pertinence du programme.

► LES MOMENTS PHARES DE 2016

- L'obtention de l'agrément pour quatre ans (autorisation de délivrer la formation pour les élus),
- La titularisation de la chargée de formation,
- La densité du programme de formations avec une bonne participation des élus (une seule action annulée),
- L'animation du vivier d'élus formateurs : un programme soutenu mais nécessaire,
- La mise en place d'une ressource documentaire avec une priorité pour les élus formateurs,

- Le thème du congrès des communes, qui marque la volonté des maires de participer pleinement au développement économique du Pays,
- Une action (séminaire) en soutien au département restauration scolaire pour une mise en cohérence les projets (orientations politiques) menés par le SPCPF.

► LES POINTS D'ÉVOLUTION IMPORTANTS EN 2016

- Une anticipation sur des demandes qui se sont confirmées : signe de la bonne estimation des besoins,
- Une préparation des actions plus sereine grâce à la chargée de formation qui a permis au responsable du département de se consacrer davantage à l'aspect pédagogique et à l'animation du réseau d'élus formateurs,
- Une organisation du département qui se consolide avec des outils de pilotage et de suivi permanent,
- Une montée en puissance des compétences des élus formateurs qui a produit de bons résultats (foncier, institution, mutualisation, sécurité, restauration scolaire),
- L'évolution vers des partenariats internes au SPCPF (départements promotion et restauration scolaire) : le département formation est devenu un partenaire dans les projets des autres départements,
- Un budget en augmentation et donc le souci à terme de devoir prioriser les actions.



Le SPCPF dispose d'un agrément délivré par l'Etat pour former les élus.



► LE BILAN QUALITATIF PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS FIXÉS

Poursuivre et renforcer les actions permettant de comprendre, maîtriser, sécuriser l'action des élus et faire de la prospective

Le département a mis en place des formations axées sur les fondamentaux de la gestion communale (aspects juridiques, financiers, institutionnels).

L'objectif de préparer les communes à l'exercice des compétences dans le domaine social et celui du développement économique a illustré le soutien du département Formation des élus au département Promotion de l'institution communale. La réflexion menée actuellement par les communes sur le partage de ces deux compétences avec le Pays a fait l'objet d'actions d'accompagnement par le département formation sous la forme de missions techniques en métropole et d'un séminaire fin novembre. Le congrès des communes dont le thème a été consacré au développement économique a souligné une fois de plus la volonté des maires d'être des acteurs incontournables dans ce domaine.

Cet objectif a donc été traité et a donné des résultats plutôt satisfaisants en termes de participation et d'investissement des élus dans leurs formations. Les actions seront à poursuivre en 2017 pour un résultat plus visible pour le monde communal.

Quelques points à souligner :

- **Quatre formations** (foncier, mutualisation, fonctionnement des institutions), **deux séminaires** (restauration scolaire puis développement économique et social) et **le congrès des communes** ont été conçus et animés par des élus formateurs. Ce qui est un très bon résultat au regard des exigences qu'impose le travail de conception de formation de ce type de manifestation.
- Les formations sur la conduite de projet ont suscité l'intérêt de nombreux conseillers municipaux. Il a été nécessaire d'ajouter une troisième session, au regard du nombre de candidats.
- On notera le net succès des formations sur le foncier (sessions qu'il a fallu doubler). Il s'agit d'une demande qui augmente sans doute par rapport à la constitution du patrimoine communal nécessaire à la commune pour mener ses projets, notamment en matière de compétences environnementales.

Séminaire intra-mixte pour les élus et les cadres d'une même commune

Il est rappelé ce qui a été souligné en 2015 : ce type de séminaire renforce le rôle et la mission de l' élu « porteur de projet » et le rôle de soutien technique et de force de proposition des techniciens. Il témoigne de la nécessité pour ces deux publics de partager des



Le développement économique, le social, thèmes phares de 2016

moments de formation sur des thématiques techniques, leur permettant de comprendre les enjeux et les contraintes des uns et des autres (l' élu confronté à la population – les limites et les contraintes techniques ou juridiques des techniciens). Les actions « intra » (pour une commune) et mixte (élus-cadres) sont une modalité de formation qui constitue un objectif capital dans la relation élus-cadres.

Le bilan

- Une seule demande a été formalisée (Punaauia) alors que les besoins exprimés par les communes lors des bilans de formation témoignent de l'utilité de ces séminaires. Il semble nécessaire aujourd'hui pour le SPCPF de faire un nouveau diagnostic des besoins des communes ;
- Concevoir ensemble ce type d'action demeure une difficulté pour le SPCPF et le CGF. Il est important aujourd'hui d'en analyser les raisons afin de permettre, si le besoin exprimé par les communes est avéré, aux départements de concevoir ensemble le programme type de ce séminaire

La conclusion est la même qu'en 2015 : la nécessité pour le SPC et le CGF d'identifier un projet commun et partagé qui aboutisse à des formations pour lesquelles la mixité répond à un réel objectif pédagogique.

Former et informer les élus porteurs de projets « SPCPF et monde communal »

Cet objectif a été traité par la mise en place de nouvelles formations en communication (négociation, interview) qui sont venues compléter des fondamentaux (prise de parole en public, conduite de réunion).

La priorité a été donnée au Président et aux vice-présidents du SPCPF ainsi qu'aux élus qui participent régulièrement aux groupes de travail.



Le projet a consisté à mettre en place les conditions pour que les élus formateurs investissent des domaines (restauration scolaire, développement économique, social, foncier par exemple) et en deviennent les référents et les porteurs (solides connaissances du domaine choisi).

A photograph of two women standing indoors. The woman on the left has dark, curly hair and is wearing a red and yellow floral top with a white beaded necklace. She is smiling and looking towards the right. The woman on the right has dark hair pulled back and is wearing a blue patterned top. She is looking towards the left with a thoughtful expression, her hand near her chin. The background shows a room with large windows covered by sheer curtains.

Les partenariats se sont bien déroulés en 2016, les actions programmées ont été réalisées et les programmes ont bénéficié de la volonté des partenaires de construire sur le long terme.

Un point de vigilance à souligner réside dans le partenariat SPCPF/CGF. L'année 2016 a permis de mettre en évidence la nécessité d'orientations politiques plus précises en matière de formation, de manière à mettre en cohérence les programmes opérationnels menés conjointement par ces deux partenaires sur les publics mixtes (binômes élus-cadres) ou sur des domaines jugés prioritaires.

L'accompagnement stratégique du CNFPT dont bénéficie le département formation s'est traduit cette année par l'organisation d'une mission technique dans des communes de Vendée pour une délégation d'élus et de cadres sur le thème du social et du développement économique. Cette mission a été très riche d'enseignement et bénéfique dans la maturation de la réflexion sur le partage des compétences entre le Pays et les communes en matière de social ou de développement économique.

L'accompagnement stratégique du CNFPT sur les politiques de formation à mettre en place avec les communes devient un projet du département pour 2017.

Enfin, l'innovation a été un objectif difficile à atteindre en matière de partenariat, et a été davantage traité au niveau d'une action comme le congrès des communes avec le « village-rencontre » ou le coté créatif des élus formateurs concepteurs de formations.



La méthode action-analyse des pratiques a été le plus souvent utilisé pour aider les élus formateurs à mieux comprendre les enjeux de leur mission qui sont très divers (formateur mais aussi ambassadeur du SPCPF, des communes de PF lorsque à l'extérieur de la collectivité, etc...).

Enfin, la mise en place de l'espace l'E-Ressources (ressource documentaire sur site web du SPCPF) dédié aux formateurs a largement contribué à l'autonomie nécessaire des élus formateurs mise en place par le responsable du département.

Le bilan est très encourageant car de bons résultats ont été produits (quatre formations sur 4 thèmes différents, un séminaire et le congrès des communes conçus par des élus formateurs en 2016). Même si tous ne sont pas au même niveau d'autonomie et de technicité, les élus formateurs montrent un intérêt réel pour leur « parcours professionnel ».



UNE DÉLÉGATION EN MISSION TECHNIQUE EN VENDÉE

Une délégation composée de huit personnes (des élus et des cadres des communes de Paea, Punaauia, Taiarapu-Est, Taputapuata, et le DGS de la communauté de communes Havai'i des ISLV) menée par le président du SPCPF s'est déplacée en métropole dans le cadre d'une mission technique sur le thème du rôle des communes en matière de développement économique et dans le domaine social.

Ils ont découvert notamment la commune de Saint-Hilaire de Riez, son littoral (13 km de plages et de corniches), les différents aménagements communaux pour favoriser le développement économique, les erreurs d'urbanisme du passé, les aménagements pour préserver le littoral de l'érosion. La commune s'inscrit dans un développement économique dynamique et durable. Elle joue le rôle de facilitateur et exploite au maximum ses atouts naturels.

En découlent un développement touristique remarquable (une commune qui passe de 11 000 à 110 000 habitants en été) et une attractivité qui se traduit par l'installation de 200 nouveaux habitants chaque année.

Cette mission a notamment permis d'organiser en novembre 2016 un séminaire de travail sur ces différentes thématiques destiné aux élus municipaux et aux cadres communaux polynésiens.



La délégation des élus polynésiens sur le fronton de la mairie de Saint Hilaire de Riez (en haut) et en visite sur le sentier du littoral (en bas)



MUTUALISER LES MOYENS : UN ENJEU POUR LES COMMUNES

Une action de formation destinée à permettre aux élus communaux une bonne compréhension des enjeux de la mutualisation dans les communes de Polynésie française a rassemblé des élus en avril. Intitulée «La mutualisation comme outil efficace de rationalisation des moyens», cette formation doit faciliter la mise en place de dispositifs de ce type dans les communes.

La notion de «mutualisation des moyens» renvoie à l'idée d'une mise en commun des moyens humains entre communes et communautés de communes. Elle regroupe à la fois la mise à disposition de services entre communes et communauté dans le cadre des compétences transférées à cette dernière (article L. 5211-4-1 du CGCT) et la création de services communs qui peuvent être créés (article L. 5211-4-2 du CGCT).

La session de formation a permis de clarifier les enjeux, les aspects juridiques et administratifs et de sensibiliser les acteurs communaux aux étapes clés pour s'engager dans une démarche de mutualisation. Les différentes solutions possibles pour assurer une meilleure gestion des deniers publics tout en soutenant le développement des projets communaux ont été tout particulièrement abordées.

Animée entièrement par deux élus formateurs du SPCPF, cette formation enrichie des expériences de chacun des participants a permis de poser les bases pour mener à bien un projet de mutualisation au sein des services d'une même commune ou bien entre plusieurs communes. Onze élus issus des communes des archipels des îles du vent, des îles sous le vent et des Tuamotu Gambier y ont participé.

Les participants à la formation sur les enjeux de la mutualisation dans les communes





Le congrès 2016 a permis une innovation importante : la mise en place d'un espace permettant la rencontre des congressistes avec les partenaires des communes et le monde de l'entreprise

Revisiter les objectifs du congrès des communes

La réussite du congrès des communes cette année s'est traduite par une forte participation, un bilan qui souligne la satisfaction des congressistes (via une enquête menée auprès d'eux via un questionnaire) communaux mais également du monde de l'entreprise qui, pour la première fois, a été invité à s'exprimer sur le rôle fondamental des communes en matière de développement économique.

Les objectifs portant sur l'organisation plus tôt et en amont dans le temps du congrès avec un format revisité ont porté leurs fruits.

Le volet communication est important à rappeler avec une couverture médiatique bien gérée par le département communication, des visuels spécifiques qui marquent chaque année le thème, et enfin des actes toujours très attendus des partenaires pour la qualité de transcription des travaux et leur forme très illustrée.

L'innovation avec le concept d'un «village-rencontre» qui proposait une exposition de produits dédiés au monde communal a été très bien accueillie. Le projet doit être reconduit avec sans doute des améliorations à apporter sur la forme.

Un bilan très positif

La portée de cette manifestation (avec une résolution très engagée des communes et des retombées médiatiques importantes), organisée historiquement par le département Formation, a souligné le lien avec le département Promotion de l'institution communale.

Le congrès est résolument l'espace où le monde communal s'exprime et l'occasion pour lui de mesurer la place qu'il occupe dans le panorama institutionnel local.

Poursuivre et renforcer l'organisation et le fonctionnement du département

En 2016, la priorité du département a été de poursuivre et consolider le transfert de compétences vers la chargée de formation. Dès sa période de stage, elle a été chargée de présenter le dossier de renouvellement de l'agrément du SPCPF à la CNFEL (ministère de l'intérieur). Celui-ci a été obtenu rapidement.

La chargée de formation a créé des outils (consignes et communication) permettant une meilleure efficacité dans les relations avec le service gestion et moyens, et a contribué à la mise en place d'outils d'organisation et de gestion internes au département (diagramme de Gantt simplifié, calendriers, référentiels, tableaux de bord). En raison de cette efficacité et de cette implication dans ses missions, la titularisation de cet agent a été évidente et confirmée.

Enfin l'appui aux autres compétences s'est traduit par un soutien technique et pédagogique au département restauration scolaire avec un accompagnement soutenu de quatre élus formateurs.

Investi dans le chantier du RSPF, le département Promotion a fait appel en fin d'année au département Formation pour mener un vaste programme sur le terrain en 2017.



LE BUDGET QUANTITATIF 2016

• Le budget

Budget prévu				Budget réalisé			
Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)	Nb actions	Stagiaires	Heures	Coût global (F CFP)
35	652	11 468	43 402 676	41	721	11 499	37 672 210
..... DIFFÉRENCE ▶				6	69	31	5 730 466
..... TAUX DE RÉALISATION ▶				117%	111%	99%	87%

Part de financement par le FIP

Prévisions 2016

▶ **25** actions

21 085 676 XPF

Réalisations 2016

▶ **30** actions

17 470 499 XPF

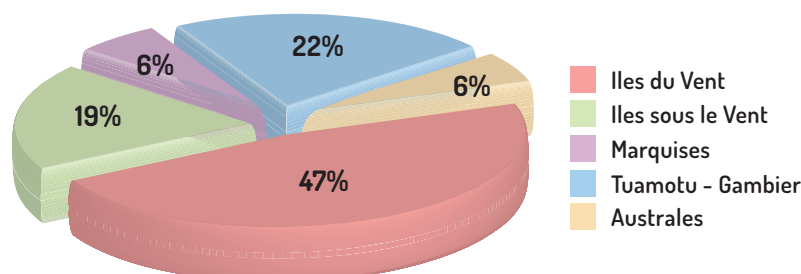
5 actions supplémentaires sur **6**
financées par le FIP

1 action a été annulée

41 actions, près de **4** actions par mois

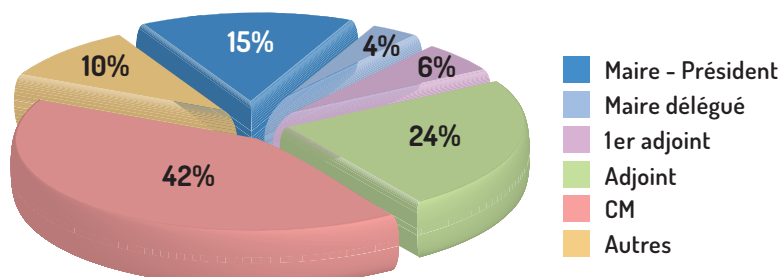
• La participation

Participation par archipel



- Une répartition assez équilibrée par rapport à la population des archipels
- Une très bonne participation des Tuamotu
- Une participation des IDV en progression par rapport à 2015

Participation par type d'élus



- Maires : participation en recul dans les formations ; moins de séminaire intra, moins disponibles.
- Stabilité pour les adjoints et les conseillers municipaux



COMPRENDRE LE BUDGET DE LA COMMUNE

Le budget est un acte juridique qui prévoit et autorise toutes dépenses et recettes pour l'année civile considérée. Il constitue un acte important qui traduit les orientations et choix politiques du maire et de son conseil municipal.

Cette formation a pour objectif de parfaire les connaissances des élus en matière de budget et de comptabilité communale. Elle permet de comprendre les mécanismes d'élaboration et d'exécution budgétaires. L'élue municipale peut ainsi mieux connaître son rôle dans le cadre des différentes étapes depuis l'élaboration du budget jusqu'à son exécution.

L'approche pédagogique novatrice a consisté à intégrer l'action des élus par rapport au sens du service public et la place de la population dans leurs projets. Tout le programme de la formation a été centré



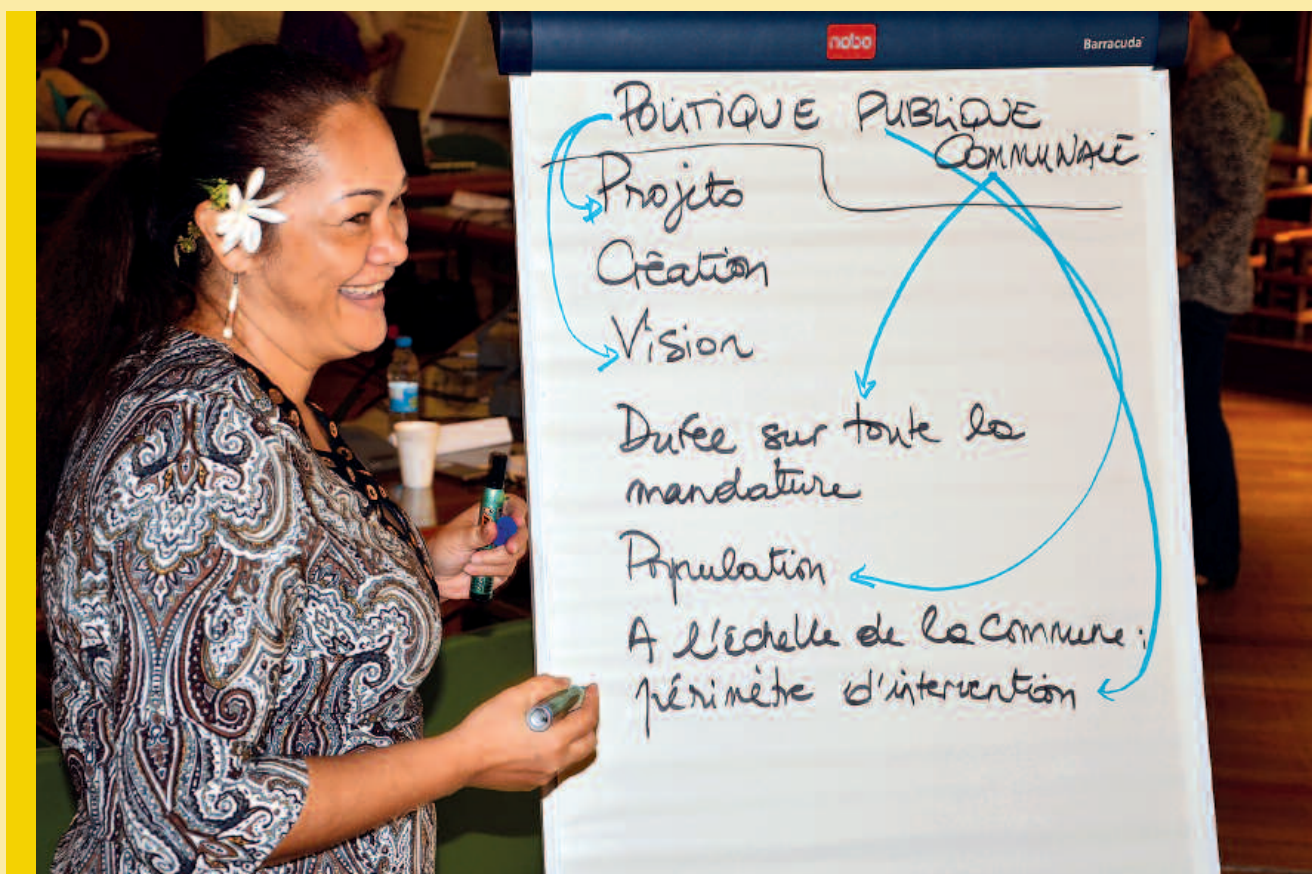
sur l'outil que représente le budget au service du projet politique. Ce sont 15 élus qui ont pu bénéficier de cette formation.

Ils étaient issus des communes des archipels, des îles du vent, des îles sous le vent, des marquises et des Tuamotu Gambier.

LES CHIFFRES CLÉS

721 participants

11 499 heures de formation



L'appui de cadres des communes dans les séminaires constitue un point très positif.



LE BUDGET QUANTITATIF 2016

• Gestion des candidatures et absences au 31 décembre 2016

TYPE D'ÉLUS	Candidats	Confirmés	Refus	Annulé (désisté)	Remplacé	Absent	Non prévu	Réel
Maire	137	132	5	13	0	16	2	105
Maire délégué	56	37	11	3	3	2	0	32
1er Adjoint	64	56	14	9	3	10	0	40
Adjoint	272	212	55	14	24	43	2	174
Conseiller	490	373	98	23	23	68	3	300
Autre	73	71	1	1	2	0	1	70
Total	1 092	881	184	63	55	139	8	721

ARCHIPELS	Candidats	Confirmés	Refus	Annulé (désisté)	Remplacé	Absent	Non prévu	Réel
Australes	54	51	3	4	5	4	0	43
IDV	536	420	104	32	26	94	6	336
ISLV	194	158	28	11	11	13	0	135
Marquises	272	212	55	14	24	43	2	174
Tuam-Gambier	490	373	98	23	23	68	3	300

La différence des chiffres entre le moment de la candidature et le réel est notable, passant de 1 092 à 721. Cela correspond à l'arrivée du support d'offre de formation jusqu'à l'élu (sous enveloppe individuelle) en début d'année, qui conduit à l'envoi de candidatures, très souvent programmées sur l'année et qui pourraient vouloir dire que les communes organisent et prévoient le départ des élus en formation. Il est donc important de vérifier si l'inscription de début d'année correspond au besoin en liaison avec les projets communaux, les disponibilités des élus, les priorités qui évoluent dans l'année...

43 désistements ont été annoncés et gérés par le département sur l'année. Il est important de préciser que tout désistement annoncé au SPCPF suffisamment à l'avance permet une bonne réactivité du département pour inscrire les élus en liste d'attente.

En revanche, 139 absences ont été relevées alors que le SPCPF a refusé 184 candidats ! Il est difficile pour le SPCPF de lutter contre ces comportements, même si ceux qui utilisent leur billet d'avion à d'autres fins que pour se rendre en formation sont invités à le rembourser. On notera enfin un léger recul de la participation des archipels au bénéfice des IDV, sur lesquelles le SPCPF a concentré ses efforts. (IDV prioritaires en cas de désistement ou appels renforcés du département pour attirer les élus en formation).

Ce constat renvoie à la politique de formation qui doit être mise en place dans les communes et bien entendu à l'organisation interne dans celles-ci. La démarche de l'élu s'inscrit dans une politique collective et au service d'un projet. Il semble donc nécessaire aujourd'hui pour le SPCPF de le vérifier et d'apprécier l'adéquation entre l'offre et les besoins.

LES RÉSULTATS COMPTABLES

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	GLOBAL
► SITUATION FIN 2015	– 1 856 231 F CFP	8 541 716 F CFP	6 685 485 F CFP
• DÉPENSES 2016	49 030 104 F CFP	4 624 413 F CFP	53 654 517 F CFP
• RECETTES 2016	58 032 957 F CFP	1 075 919 F CFP	59 108 876 F CFP
► SITUATION FIN 2016	7 146 622 F CFP	4 993 222 F CFP	12 139 844 F CFP

En conclusion, le programme 2016 du département a été réalisé à 87% avec une participation à hauteur de 721 participants pour 11 499 heures de formation.

Un suivi renforcé du programme annuel illustre bien l'effort de gestion. Les objectifs fixés pour 2016 ont été en très grande partie réalisés. Les outils d'organisation et de suivi ont largement contribué à ces bons résultats. Grâce à cette gestion plus rigoureuse du budget, il a été possible de financer trois formations supplémentaires. Cet effort a permis d'éviter la situation d'élus en liste d'attente puis finalement refusés en formation,

source d'une assez grande frustration observée durant l'année 2015.

L'effort à poursuivre doit se concentrer sur :

- L'accompagnement des élus porteurs de projets
- La professionnalisation des élus formateurs
- L'appui aux départements internes du SPCPF
- L'ingénierie de formation (analyse de besoin) pour une formation qui convienne aux différents types de communes (grandes, moyennes, urbaines...)
- Le maintien des partenariats actifs et une vision prospective de la formation à horizon 2020.





LE DÉPARTEMENT RESTAURATION SCOLAIRE

Manger sain et équilibré à l'école

La pause méridienne est un moment important, pendant lequel les élèves se retrouvent autour d'un repas servi à la cantine scolaire, un lieu qui se veut convivial et accueillant.

Enjeux forts de la restauration scolaire

En préparant et servant des repas équilibrés aux enfants en maternelle et en primaire, les communes éduquent les citoyens de demain à de bonnes habitudes alimentaires, dès leur plus jeune âge.

La restauration scolaire est également un service à caractère social. Les élus communaux polynésiens souhaitent garantir l'accès à la cantine au plus grand nombre, pour que chaque enfant puisse continuer sa journée à l'école, sans avoir faim. Les aliments renouent les liens entre ceux qui produisent, ceux qui préparent et ceux qui mangent. Compte tenu de la quantité et de la régularité de la production, les cantines participent au développement économique de l'agriculture locale.

Accompagner et conseiller les communes

Le SPCPF accompagne les communes dans le montage, la mise en œuvre et le suivi de projets liés à l'amélioration globale de la restauration scolaire. La demande de la commune est analysée, puis une méthodologie est définie en vue des objectifs souhaités et des moyens disponibles. Un suivi est mis en place, et des points d'étapes sont prévus pour s'assurer de l'avancement du projet. En parallèle, des dossiers transverses sont menés pour apporter des réponses concrètes à toutes les communes quelles que soient leur organisation ou leur taille.

Ces dernières années, les efforts ont porté sur le cadre réglementaire et la politique tarifaire. Un chef de projet est chargé de la mise en œuvre de cette compétence au service des communes adhérentes. Pour parvenir à ces objectifs, le SPCPF travaille en partenariat avec l'ensemble des acteurs concernés : services du Pays, associations de parents d'élèves, secteur privé.



LA SYNTHÈSE

L'année 2016 a été une année charnière.

La restitution des résultats de l'état des lieux aux communes et à leurs partenaires a marqué le passage de la phase «études» à une mise en œuvre plus concrète pour les services de restauration scolaire.

En parallèle de ces projets transverses qui concernent l'ensemble des communes adhérentes, l'accompagnement individualisé des communes s'est développé afin de proposer des solutions adaptées au contexte spécifique de chacune.

LE BILAN 2016

Le SPCPF accompagne 35 communes dans l'amélioration globale de leur service de restauration scolaire en conduisant un projet qui se décline sur quatre axes : construire un projet partagé avec l'ensemble des acteurs, professionnaliser la restauration scolaire, améliorer l'accueil du convive et déployer une politique de développement durable.

► LES OBJECTIFS DU PROJET 2016

Pour rappel, les axes du projet global d'amélioration ont été déclinés comme suit en 2016 :

- La mobilisation des communes : sensibiliser et informer sur leurs obligations et réglementations,
- L'accompagnement des communes pour la mise aux normes de leur service,
- Des projets pilotes menés avec nos partenaires, et la consolidation de nos collaborations,
- Et dans la continuité de 2015, la création et la mise à disposition d'outils.

► LA RÉALISATION DES OBJECTIFS 2016

La mobilisation des communes

Pour mobiliser les acteurs concernés et amorcer le changement de l'image des cantines scolaires, la communication en 2016 a été axée sur les initiatives communales en matière de restauration scolaire.

Le nouveau site web du SPCPF, l'espace E-Ressources et la page Facebook, mis en ligne au premier semestre ont facilité la mise à disposition des informations et des documents de référence aux communes.

Les médias se sont à plusieurs reprises emparés du sujet de la restauration scolaire : la tarification, les aides sociales, la surveillance des enfants... Cette pression médiatique a poussé les acteurs à s'interroger.

• Les journées de la restauration scolaire

Les communes souhaitent se retrouver pour échanger autour de problématiques qu'elles rencontrent au quotidien. Pour répondre à cette demande, la première édition des «Journées de la restauration scolaire» a été organisée en février 2016.

Ces journées ont eu pour objectif d'informer les communes de leurs responsabilités et obligations en la matière. Et pour les réunir ainsi que leurs partenaires autour de thématiques d'actualités pour définir ensemble des pistes de travail et d'amélioration.

Ce séminaire a réuni 26 communes et 21 partenaires. La parole s'est libérée dès les premiers témoignages d'élus à propos de leurs actions en faveur de l'amélioration de leur service. Ces échanges ont créé une dynamique constructive, et les participants ont pu se rendre compte qu'ils n'étaient finalement pas les seuls à rencontrer des difficultés.

Cette édition peut être considérée comme une réussite puisque les messages souhaités ont pu être délivrés. La participation confirme un intérêt certain pour le sujet. Chaque participant a reçu un exemplaire du rapport global de la restauration scolaire du 1^{er} degré qui présente les résultats de l'état des lieux 2014/2015. Ce rapport a été élaboré en partenariat avec la direction de la Santé et tente d'être un document de référence.





La mise aux normes des services

A partir de l'état des lieux réalisé en 2014/2015, le SPCPF a axé ses efforts sur la mise aux normes des services sur trois aspects : le mode de gestion du service de restauration scolaire, l'hygiène alimentaire et la surveillance des enfants.

• Le mode de gestion

L'isolement des îles éloignées rend la procédure de délégation de service public (DSP) difficilement applicable. Ainsi, pour être en règle avec la circulaire en vigueur, les communes devraient reprendre en régie le service de restauration. Cependant elles n'ont pas toujours les compétences, ou la capacité financière adéquate.

Le département accompagne trois communes qui sont en cours de régularisation de leur mode de gestion : Nuku Hiva, Ua Huka et Mahina. Malgré un objectif commun de «plus de transparence au sein de leur service», il a été nécessaire d'adapter le projet pour Nuku Hiva et Ua Huka, et de proposer une méthodologie prenant en compte la situation initiale de la commune. Pour sa part, Mahina a souhaité reporter le projet en 2017.

Cinq communes adhérentes, (Raivavae, Fatu Hiva, Tahuata, Arutua, Puka Puka) continuent de confier leur service de restauration scolaire à une association.

• L'hygiène alimentaire

Concernant le volet hygiène alimentaire, les autorisations administratives étant le premier niveau de réglementation, elles ont été traitées en priorité. Sur les douze cuisines centrales des communes adhérentes: quatre cuisines centrales ont une autorisation d'exploitation et d'ouverture définitive, six cuisines centrales ont une autorisation temporaire et deux demandes sont en cours.

• La surveillance des enfants

La surveillance des enfants a été peu traitée, hormis la sensibilisation à l'occasion des journées de la restauration scolaire organisées en 2016. Cependant, les communes s'interrogent de plus en plus sur le nombre de surveillants à mettre en place, sur la mission des agents dans les cantines...

Les élus de la commission restauration scolaire ont sollicité le Président du SPCPF afin que le département promotion se saisisse de ce dossier.

Projets pilotes et consolidation des partenariats

Les projets pilotes sont menés avec un partenaire expert dans le domaine, en portant une attention particulière à la commune où le projet se déroule. Cette démarche profite également aux autres communes puisqu'elles pourront s'inspirer de la méthodologie et des outils créés, par la commune où se déroule le projet, le partenaire et le SPCPF.



Dans la continuité du partenariat mené avec l'ADEME pour le projet de valorisation des déchets de la restauration scolaire du 1^{er} degré, les agents référents de la commune de Mahina ont bénéficié d'une formation financée par le CGF. Celle-ci leur a permis de mettre en place les composteurs au sein de chaque école.

Concernant le projet d'amélioration de la qualité des budgets annexes restauration scolaire, une mission conjointe AFD et SPCPF a été menée à Huahine pour rencontrer l'ensemble des acteurs mobilisés pour ce projet. Une feuille de route pluri annuelle a pu être définie à la fin de cette journée de travail. Des points réguliers sont organisés à l'occasion de la venue des cadres de la commune sur Tahiti.

Conseiller et accompagner les communes dans cette mission



LE DÉPARTEMENT RESTAURATION SCOLAIRE

Création d'outils spécifiques

Le département restauration scolaire rédige de nombreux documents «pratiques» à destination des communes, mais il semble que ces outils soient peu connus et utilisés par les communes. Le mode de diffusion de ces outils auprès des communes doit être revu.

• Les référentiels métiers

Dans le cadre d'une mission du CNFPT, des référentiels métiers de la restauration scolaire ont été rédigés en partenariat avec le CGF, pour accompagner la montée en compétence des communes. Cet outil va permettre la construction d'un itinéraire de formation adapté aux spécificités polynésiennes.

• Locaux et équipements

Une consultation ouverte a été lancée pour rédiger un cahier des charges des locaux, et un index des équipements de restauration scolaire. Ces documents pratiques ont pour but d'accompagner les communes dans la construction et la rénovation de leurs sites de restauration scolaire. Ils recenseront les textes réglementaires applicables et les bonnes pratiques dans le domaine. La première commission s'est tenue le 21 décembre en présence de représentants des services supports de

Cependant le bilan de l'année est partagé puisque l'E-Ressources a été peu utilisé alors que c'était une demande des communes elles-mêmes. Un défaut d'information a été constaté. Il aurait été sans doute nécessaire d'informer plus de communes au lancement du dispositif et probablement mettre en place une communication qui aurait accompagné ce changement d'habitude.

Le conseil et l'assistance aux communes en 2016

En 2016, les actions du département se sont déroulées principalement en faveur des communes, pour que celles-ci deviennent les acteurs majeur du projet d'amélioration. Les communes ont désormais pris l'habitude de contacter le département. Cette tendance s'est accentuée en 2016.

D'une manière générale, les demandes ont porté sur le cadre réglementaire et la responsabilité de la commune, la régularisation de la situation de la commune vis-à-vis des associations, l'organisation et la gestion du service, la gestion des coûts et la politique tarifaire. Une démarche d'accompagnement individualisé a concerné 6 communes.

Il s'agit de :

- Rimatara, pour un suivi suite à la reprise en régie du service ;
- Mahina et Nuku Hiva, pour un projet de changement de mode de gestion ;
- Fangatau et Tureia, pour un projet d'exploitation de leur service de restauration scolaire. Pour ces deux dernières collectivités, le SPCPF est peu intervenu car les projets portaient principalement sur les locaux.

Au cours de l'année 2016, deux communes de plus ont sollicité le département. Hao pour un projet de cantine scolaire à Amanu, et Ua Huka pour plus de transparence dans la gestion du service. Une mission sur site a été réalisée dans chacune de ces communes pour dresser un état des lieux.

Pour faire suite au projet de contractualisation, une fiche d'expression des besoins a systématiquement été envoyée à la commune afin qu'elle puisse librement exprimer ses attentes.

Au cours des recherches pour la base de données, il s'est avéré que toutes les cantines des Tuamotu-Gambier ne respectaient pas les règles administratives de construction des locaux.

Les projets prévus pour l'année ont été impactés par des changements de calendrier SPCPF/communes/partenaires. La démarche d'ouverture souhaitée par les élus, nécessite de coordonner plusieurs calendriers, autant de facteurs qui retardent l'avancement des dossiers.



l'Etat, du Pays et de communes. Ce fut l'occasion de leur présenter ce projet et de définir leur implication tout le long de la création de ces guides pratiques.

• Espace E-Ressources restauration scolaire

Grâce aux fonctionnalités du nouveau site web du SPCPF, un espace privatif dédié à la restauration scolaire a pu être créé. Cet outil facilite ainsi la communication des actions du SPCPF et de l'actualité dans le domaine vers les communes.





L'évolution du département restauration scolaire en 2016

Elue déléguataire et quatrième vice-présidente, Mme Lucia Tupai ► a continué de jouer un rôle clé dans la définition des projets en participant à des temps forts : réunions de travail, participation ponctuelle aux rassemblements des élus formateurs, déplacements sur le terrain.

Il était prévu de recruter en 2016 un technicien qualité pour seconder le chef de projet. Sur les neuf dossiers reçus, seul deux candidats répondaient aux critères de la fonction publique communale. Après des épreuves professionnelles, il s'est avéré que leur profil de correspondait pas à ce qui était recherché. Le poste reste donc à pourvoir.

• Garantir la cohérence des projets

Pour garantir la cohérence des projets menés avec les attentes des communes, trois instances consultatives étaient prévues. Cependant il n'y a pas eu de projets porteurs qui auraient justifié la mise en place d'un comité réunissant l'ensemble des acteurs de la restauration scolaire.

A l'occasion de la commission des élus, ceux-ci ont validé les axes de travail pour le projet 2017 en souhaitant souligner la nécessité d'adapter le projet global aux spécificités locales.

Pour s'assurer de répondre au besoin des communes, la présence sur le terrain a été réaffirmée comme une priorité du département. 22 jours ont été passés en mission. Elles ont concerné les communes de Rimatara, Mahina, Teva I Uta, Bora Bora, Huahine, Uturoa, Ua Huka, Hao, Mataiva, Tikehau, Arutua, Kaukura.

• Créer un réseau de référents

Le réseau de personnes ressources au niveau local et national s'est renforcé, avec notamment les élus formateurs référents restauration scolaire. Cependant, les partenariats existants n'ont pas été officialisés sauf celui avec l'AFD dans le cadre du projet pilote d'amélioration de la qualité des budgets annexes.

Les quatre élus formateurs positionnés sur le domaine de la restauration scolaire ont animé les journées organisées en février.

L'année 2016 a été principalement dédiée à leur «formation» sur le fond technique de la restauration scolaire. A terme, ces élus formés permettront de multiplier les actions du département.



UN PARTENARIAT SPCPF / AFD

Le SPCPF mène depuis 2014 des travaux sur la politique tarifaire des services de restauration scolaire du 1^{er} degré. Pour l'AFD, l'amélioration de la gestion des budgets relatifs à ce domaine est un objectif prioritaire dans le cadre de sa mission d'appui-conseil.

Un premier groupe de travail mixte élus-gestionnaires s'était tenu en septembre 2014 afin d'identifier l'ensemble des coûts et des recettes à imputer à ce service. Un second groupe de travail avait suivi en septembre 2015, impliquant les gestionnaires et les comptables pour l'élaboration d'outils pratiques pour la gestion des coûts.

L'objectif de ces échanges était de parvenir à une meilleure connaissance et de maîtrise des coûts afin que chacune des communes puisse déterminer des actions correctives adaptées à sa situation. Cela passe en premier lieu par une identification la plus exhaustive possible des charges liées à la restauration scolaire, afin de pouvoir calculer de manière sincère le coût réel d'un repas.

Au final, ces informations doivent permettre aux élus de prendre les meilleures décisions possibles pour leur commune, notamment en matière de tarification. En effet, malgré l'évident aspect social du service, le contexte économique polynésien pousse les élus municipaux à chercher un équilibre entre «accessibilité du service» et «équilibre budgétaire».

Par la signature d'un partenariat, le SPCPF et l'AFD ont confirmé leur intérêt à coopérer sur des projets ou des actions menés auprès des communes de Polynésie française, au profit desquelles leurs compétences, actions et expertises s'avèrent être complémentaires.

A partir des enseignements tirés de l'accompagnement d'une commune, ce partenariat vise à élaborer des outils généraux pour améliorer la gestion financière et comptable des coûts afférents à la restauration scolaire dans le contexte de la Polynésie française.

Concrètement, cet objectif se traduira par la création d'un guide de gestion du budget annexe restauration scolaire à destination des équipes municipales. Ce manuel pourra aussi être utile aux communes ne disposant pas d'un budget annexe, mais désireuses de construire une comptabilité analytique pour cette compétence. La méthodologie mise en place et les outils créés seront diffusés à l'ensemble des communes.



LE SERVICE DE RESTAURATION SCOLAIRE DANS LES ATOLLS ISOLÉS

Les contraintes et problèmes communs aux atolls des Tuamotu sont complexes dans de nombreux domaines, et rien n'y est simple comme chacun le sait.

En matière de restauration scolaire les problèmes sont spécifiques. On peut notamment citer :

- L'eau est précieuse et rare sur les atolls, sa potabilité pose question. Les services de restauration scolaire consomment énormément

d'eau pour la préparation des repas, le nettoyage des ustensiles et la vaisselle ;

Mataiva, Arutua et Kaukura. Sa mission lui a permis de constater que malgré les nombreuses contraintes qu'ils rencontrent, les communes et atolls isolés réussissent à offrir aux enfants scolarisés un service de restauration avec de vrais repas.

La commune de **RANGIROA** souhaite que tous les enfants scolarisés de la commune, où qu'ils soient, puissent bénéficier d'un déjeuner le midi les jours d'écoles.

cantinières essayent de préparer des repas à partir du poisson ramené par les pêcheurs, des œufs de l'exploitation locale... mais les enfants sont imprévisibles et ils préfèrent parfois manger des lentilles «comme à la maison».

A **ARUTUA**, l'association de parents d'élèves Tama tini Arutua envisage de mettre en place un goûter le matin et réfléchit à une cantine scolaire «principalement pour les enfants du secteur qui font l'aller-retour uniquement avant et après l'école». Le village de Arutua est concentré et chacun prend son vélo pour rentrer, certains sont accueillis chez un membre de leur famille. A ce sujet, il est utile de rappeler que la mise en place d'un service de restauration scolaire du 1^{er} degré par une commune n'est pas obligatoire.

A **KAUKURA**, l'association de parents d'élèves s'occupe déjà du goûter et des repas servis tous les jours. Les membres de l'association se relaient chaque semaine pour assurer la gestion de la petite cantine scolaire de l'île : commande et achat des denrées, élaboration des menus, gestions des stocks... Alors qu'en cuisine ce sont des mamans volontaires qui assurent la préparation et le service des repas. La cantine scolaire est gérée un peu comme à la maison pour 45 enfants mais on s'applique à respecter ce que le formateur leur a enseigné lors de son passage en 2015 (à l'occasion de l'état des lieux mené en partenariat avec la direction de la Santé et le CGF). Les enfants sont reçus dans une cantine colorée construite et mise à disposition par la commune.

Le maire délégué lui-même a participé à la construction de cette cantine car ce projet lui tient à cœur malgré des moyens limités.



ment d'eau pour la préparation des repas, le nettoyage des ustensiles et la vaisselle ;

- Le matériel, bien que professionnel et tout en inox, résiste difficilement à l'air salin et aux embruns des lagons ;
- La maîtrise des températures est délicate, alors que beaucoup d'atolls ont des soucis pour avoir de l'électricité en continu, ce qui finit par abîmer les chambres froides chargées de conserver les aliments congelés.

La chef de projet restauration scolaire du SPCPF s'est rendue sur les atolls de Tikehau,

Ainsi, après Avatoru, Tiputa, Makatea et Mataiva, **TIKEHAU** ouvrira sa toute nouvelle cantine scolaire à la rentrée scolaire de janvier 2017. Celle-ci devrait accueillir environ 110 enfants.

La cantine de **MATAIVA** accueille 42 enfants. Les enfants profitent d'un déjeuner parfois préparé à base des légumes du fa'apu situé derrière l'école. Les produits frais sont un vrai problème, car il est difficile de trouver des légumes en quantité suffisante sur l'île. Il faut souvent attendre le passage du bateau. Les

LES MÉTIERS DE LA RESTAURATION SCOLAIRE

A la demande du CGF et du SPCPF, Philippe Mouton, expert du CNFPT, est venu partager son expertise pour la réalisation des référentiels métiers. De façon très concrète, un groupe de travail a été mis en place pour réaliser les référentiels métiers relatifs à la restauration scolaire du 1^{er} degré en Polynésie française.

Le groupe de travail a rassemblé 16 participants, des agents du cœur de métier et des cadres sensibilisés aux problématiques des services de restauration scolaire. Treize communes étaient représentées, avec des organisations diverses (cuisine centrale ou cuisine autonome), et des tailles différentes (de 300 à 1 800 repas).

Au cours des deux jours de rencontre, le groupe a élaboré trois référentiels des métiers de la restauration scolaire : gestionnaire, cuisinier et agent de service.

Le «référentiel métier» est un document qui liste les compétences (savoir, savoir faire et savoir être) nécessaires aux agents pour assurer leurs missions dans les meilleures conditions.



Cet outil facilite la définition des fiches de poste des agents, et aide à la définition du bon profil à recruter. Il permet également d'adapter les formations et de créer des itinéraires de formation. Le référentiel métier est aussi un outil de communication qui favorise la connaissance des métiers et valorise les emplois communaux.





LE CALENDRIER DE TRAVAIL 2016

14 et 15 janvier : Premier rassemblement des élus formateurs référents restauration scolaire.

15 et 16 février : Les journées de la restauration scolaire à Teva I Uta.

07 au 11 avril : Mission conjointe avec le département informatique à Hao pour définir le projet restauration scolaire pour l'atoll de Amanu et de Hao.

21 et 22 avril : Groupe de travail pour la rédaction des référentiels métiers restauration scolaire avec le soutien de Philippe Mouton, expert missionné du CNFPT.

20 juin : Mission conjointe AFD/SPCPF à Huahine pour le lancement du projet amélioration de la qualité des budgets annexes.

28 juin au 1^{er} juillet : Mission à Ua Huka pour le projet de reprise en régie du service de restauration scolaire du 1^{er} degré.

31 août : Commission élus restauration scolaire pour dresser le bilan 2015/2016 et préparer le projet 2017 du SPCPF dans le domaine.

13 septembre : Déplacement de l'élue déléguée en mission à Bora bora pour le suivi du projet de mise aux normes de la cuisine centrale.

17 au 20 octobre : Participation à la tournée administrative de la CTG sur les atolls de Mataiva, Tikehau, Arutua, Kaukura.

21 au 25 novembre : Mission d'audit organisationnel à Nuku Hiva par CGC Consultants pour le compte du SPCPF dans le cadre du projet de reprise en régie du service de restauration scolaire du 1^{er} degré.

28 novembre : Mission à Rangiroa pour rencontrer la gestionnaire de la cantine de Anaa en immersion à Tiputa.

21 décembre : Création de la commission multi disciplinaire pour les locaux et équipements de la restauration scolaire.

LES CHIFFRES CLÉS

4 élus formateurs référents
en restauration scolaire

2 projets pilotes :
soit **2** communes et **2** partenariats

6 communes accompagnées
individuellement

22 jours de mission
dans **10** communes

LES RÉSULTATS COMPTABLES

L'année 2016 a été une année forte en charge de travail. Cependant, l'impossibilité de recruter le technicien qualité a conduit à des dépenses moins élevées que

prévu, et donc à un excédent important pour le département.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	GLOBAL
► SITUATION FIN 2015	8 512 846 F CFP	– 954 594 F CFP	7 558 252 F CFP
• DÉPENSES 2016	10 427 497 F CFP		10 427 497 F CFP
• RECETTES 2016	12 512 548 F CFP	1 102 492 F CFP	13 615 040 F CFP
► SITUATION FIN 2016	10 597 897 F CFP	147 898 F CFP	10 745 795 F CFP





LE DÉPARTEMENT EAU POTABLE

De l'eau potable pour tous

Distribuer de l'eau potable à la population est une obligation qui incombe aux communes conformément au CGCT. Compétence historique du SPCPF, le département eau potable accompagne les communes vers cet objectif. Son champ d'action s'étend à toutes les installations publiques d'eau destinée à la consommation de la population.

Le SPCPF apporte son expertise aux 31 communes adhérentes à cette compétence via des études techniques (schémas directeurs, extensions de réseaux, dossiers de financement...) et assure notamment la maîtrise d'œuvre de certains projets (rédaction des appels d'offres, suivi et réception des travaux). Il joue aussi un rôle de conseil / assistance à la gestion des réseaux via des dépannages ponctuels, la rédaction de procédures, l'aide à l'organisation des services hydrauliques communaux, la rédaction de rapports annuels sur le prix et la qualité des services de l'eau... Enfin, le SPCPF a pour mission d'assurer le contrôle des délégations des services publics.

Un département en pleine évolution

Le département eau potable est passé de l'accompagnement dans la réalisation de travaux, à un objectif de suivi de la production et la distribution d'eau potable. Cette évolution mobilise une équipe de 11 personnes et a nécessité un travail sur les compétences techniques et organisationnelles des agents du SPCPF et des communes, ainsi qu'une démarche spécifique en direction des élus sur la politique de l'eau dans leurs collectivités. Pour répondre à la demande des communes, l'effectif de ce département a fortement progressé au cours des deux dernières années. Deux secteurs ont été créés : l'un en charge des îles hautes, l'autre pour les îles Tuamotu.

Le projet PAPE (PArtenariat pour la Potabilité de l'Eau)

Ce projet est mis en œuvre depuis 2009. Il s'agit d'accompagner les communes partenaires dans la professionnalisation du service de l'eau potable conformément au CGCT, notamment en formant les agents et en optimisant l'organisation des services hydrauliques. Cette mission de soutien technique comporte un volet de sensibilisation et d'accompagnement des élus à la définition d'une politique commerciale et tarifaire de l'eau, et la mise en œuvre d'actions de communication pour inciter la population à préserver la ressource et à payer sa facture.

Les résultats montrent une forte amélioration de la potabilité dans l'ensemble des communes du projet, à condition de bien respecter les procédures dans la durée.



LE BILAN 2016

Les objectifs annoncés au comité syndical de décembre 2015 et leur état d'avancement sont repris ci-dessous. Ils sont classés selon l'aspect stratégique ou transverse de leur nature ou bien selon qu'ils ont été menés par le secteur îles hautes ou bien le secteur Tuamotu du département.



► LES PROJETS STRATÉGIQUES

- La participation au projet de contractualisation transverse au SPCPF, incluant le plan de communication du département Eau potable prévu initialement pour 2015 avait été reporté à 2016. Ce projet a été réalisé, sauf pour la partie communication dépendant du plan de l'ensemble du SPCPF.
- La contribution à l'élaboration de la politique sectorielle de l'eau de la Polynésie française a été finalisée dans l'année.
- La commission eau potable (prévue en juin), en liaison avec le projet politique du SPCPF s'est tenue en août.
- L'accompagnement de la commune de Ua Pou en ce qui concerne la maîtrise foncière a été poursuivi.

► SECTEUR ÎLES HAUTES

- L'étude sur le vieillissement (commune de Tubuai) et la réhabilitation de forages (commune de Rimatara) a été réalisée selon le calendrier.
- Le projet pilote de suivi des nappes de la commune de Tumaraa a été suspendu en raison du plan de charge du département.
- La poursuite de l'étude de la filière de traitement a été abandonnée, l'ouvrage sur lequel les essais devaient être réalisés n'ayant pas été réceptionné.
- La recherche en eau ou l'amélioration des captages pour les communes de Gambier, Teva I Uta, Tumaraa,

Rurutu, Ua Huka est terminée, sauf pour la commune de Tumaraa, toujours en cours.

- **Démarrage de trois schémas directeurs** pour les communes de Huahine, Ua Pou, et Rurutu, poursuite du schéma directeur de Teva I Uta. Ces projets ont été mis en attente en raison du plan de charge du département.
- **Appel d'offres et/ou suivi de chantiers :**
 - Le financement confirmé pour les communes de Gambier, Huahine (forages), Rurutu (appareils de mesure), Ua Pou (compteurs individuels), Raivavae (soldier la tranche 2) a permis d'initier les opérations qui sont en cours de déroulement.
 - Le financement confirmé pour la commune de Tubuai (fournitures pour rénovation de réseau) a permis de terminer l'opération.
 - Selon l'obtention de financements à venir (Teva I Uta - réseau, Raivavae - réseau). La non obtention de financement de ces opérations les a *de facto* suspendues.
 - Selon l'obtention de financements à venir (Rurutu - réseau, Tumaraa - ponceaux). Les consultations ont été réalisées pour la commune de Rurutu, et la publication est programmée en février 2017 pour la commune de Tumaraa.
- **Poursuite du projet PAPE**
 - Démarrage de la mise en œuvre d'une campagne de communication pour les quatre nouvelles communes.
 - Les travaux de chloration à réaliser pour les communes de Ua Huka, Teva I Uta, Ua Pou ont été mis en attente, en raison du plan de charge du département.
 - L'assistance à la mise en service des ouvrages de la commune de Raivavae a été retardée car l'ouvrage était toujours non réceptionné à fin 2016.
- **Acquisition de matériel de recherche de fuites.** Les éléments ont été réceptionnés pour le matériel. La formation du personnel se déroulera en 2017.
- La poursuite du suivi des autocontrôles, essentiels pour connaître la potabilité de l'eau, a été réalisée et les marchés sont en cours de renouvellement.

► SECTEUR TUAMOTU

- **Schémas directeurs et études préliminaires :**

Les opérations sont réalisées pour la commune de Hao et sont en cours pour les communes de Fakarava, Nukutavake et Tureia.

En ce qui concerne la commune de Makemo, le maire a choisi de suspendre l'opération.

- **Appel d'offres/ Suivi de chantiers :**

- Suivi des travaux de la commune de Fangatau (*voir encadré en page 41*).
- La rédaction de l'appel d'offres de la commune de Manihi est terminée.



DE NOUVEAUX FORAGES SUR L'ÎLE DE HUAHINE

Huahine fait figure de bon élève en matière d'eau potable. En tant qu'île haute, elle possède des ressources qui ont permis jusqu'à présent d'assurer la distribution d'une eau de bonne qualité à la population. Les usagers du service de l'eau de la commune sont équipés de compteurs et la commune fait payer l'eau au volume consommé.

Cependant cette approche masquait une réalité bien différente. Les forages existants du sud de l'île ayant vieilli, la nappe phréatique a montré ses limites et, peu à peu, l'eau a vu sa part de sel augmenter régulièrement, rendant nécessaire de trouver une nouvelle ressource.

Par ailleurs, avec l'évolution de la population, la demande en eau a augmenté. Autre paramètre à prendre en compte : avec le vieillissement des canalisations, le service de l'eau de la commune a constaté davantage de fuites sur le réseau, entraînant une augmentation de la quantité d'eau nécessaire à produire pour alimenter la population.

Pour faire face à ce problème la commune a souhaité réaliser une campagne de recherche de nouvelles nappes phréatiques sur deux zones : sur l'emplacement actuel des forages dans l'île du nord, un site dénommé «la Patte du chien», ainsi que dans l'île du sud.

LE SPCPF MAÎTRE D'ŒUVRE

En tant que maître d'ouvrage du chantier, la commune de Huahine a souhaité confier la maîtrise d'œuvre des travaux au SPCPF et à son département eau potable.

Les travaux se sont déroulés au mois d'août 2016. Ils ont été réalisés par une société implantée localement (Boyer). Les différents travaux ont consisté en la recherche en eau souterraine par forages verticaux sur deux sites. Le site de Parea (Île Sud) a permis de déterminer deux forages productifs, d'eau de bonne qualité à 81 mètres de profondeur.

L'exploration du site de la Patte du chien (île du nord) n'a pas été concluante. En fin d'année, la commune a passé un avenant pour effectuer des forages dans le Nord de l'île, dans la commune associée de Maeva.

Le rôle du SPCPF a consisté à rédiger l'appel d'offres pour rechercher l'entreprise devant réaliser les travaux, au suivi du chantier pour s'assurer que celui-ci soit conforme au cahier des charges et aux règles de l'art, à coordonner les travaux pour s'assurer que ceux-ci s'enchaînent correctement et enfin établir les dossiers de paiement pour la rémunération de l'entreprise.



Sur le site de Parea à Huahine, l'eau a été découverte à une profondeur de 81 mètres.

L'ÎLE DE HUAHINE

Nombre d'abonnés **2 000** foyers

Consommation **280 / 300** litres/jour/habitant

Conformité aux normes de potabilité
90% en 2015 ➡ **96%** en 2016



SÉCURISER LES INTERVENTIONS SUR LES RÉSEAUX D'EAU DES IDV

Une ingénieure et une technicienne du département ont été formées à l'intervention sur des matériaux, des équipements, des matériels ou des articles susceptibles de provoquer l'émission de fibres d'amiante pour personnel encadrant. Cette formation constitue un préalable obligatoire à tout travailleur susceptible de s'exposer à des fibres d'amiante.

Le SPCPF assure la maîtrise d'œuvre du chantier de rénovation de canalisation de la commune de Teva I Uta débutant en 2017. A cet effet il était primordial que l'équipe en charge de cette mission de suivi soit formée aux techniques de protection lors d'intervention sur des canalisations susceptibles de contenir de l'amiante. C'était la première fois qu'une telle formation était dispensée en Polynésie française. Auparavant il était nécessaire de se rendre en métropole. Il existe désormais une plateforme école accréditée sur laquelle les stagiaires peuvent pratiquer pendant la formation. La plateforme permet des mises en situations très proches de la réalité et l'utilisation du matériel de sécurité (confinement, sas de décontamination notamment). Les problématiques d'interventions sur les canalisations amiantées concernent la totalité de l'île de Tahiti. Il est important de noter que les canalisations amiantées n'ont aucune incidence sur la potabilisation de l'eau et la santé des consommateurs.



VERS DES CHANTIERS MIEUX SÉCURISÉS

Les agents du SPCPF peuvent désormais assurer la sécurité du personnel et être force de proposition pour la mise en place de procédés de chantiers sécurisés. Le contrôle des entreprises réalisant des travaux sur l'amiante pourra également être réalisé en toute connaissance de cause. Les dossiers que doivent impérativement fournir les entreprises aux autorités du Pays avant intervention sur l'amiante pourront également être contrôlés par le SPCPF avec exigence, pour protéger les travailleurs mais également la population environnante. La CPS et la direction du Travail sont très investis dans la protection des travailleurs quant aux risques amiante. Le SPCPF devrait former deux agents supplémentaires à la gestion de ce risque en 2017.

La démarche de contractualisation



Le SPCPF s'est engagé depuis fin 2015 dans une démarche de contractualisation visant à définir puis à réaliser de façon partagée les projets, dans un climat d'écoute, de respect, de transparence et avec un souci d'adaptation aux besoins de la commune.

Il s'agit pour une commune et le SPCPF de s'engager et de définir ensemble pour un projet déterminé, les conditions de réussite, les actions à assurer par chacun, les calendriers de réalisation, le dispositif de suivi et de contrôle.

A terme, ces éléments sont formalisés et font l'objet d'un contrat signé par les deux parties.





► ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ANNÉE

Après le renforcement du département, passé de six à onze agents en l'espace de deux ans, le rythme de croisière du DEP a été atteint en cours d'année.

La capacité à traiter les études et les maîtrises d'œuvre a été multipliée par quatre en l'espace de deux ans. Cependant le plan de charge n'a pas subi de baisse d'activité et, la gestion des calendriers demeure tendue compte tenu du nombre d'opérations et de projets à mener pour les communes adhérentes.



La directrice
du département
Eau potable lors
de la signature
des contrats

LES CHIFFRES CLÉS

Nombre de projets déjà démarrés en 2016
et à poursuivre en 2017

40 projets

Nombre prévisionnel de nouveaux projets en 2017
(dépend de nombreux paramètres : calendrier des
subventions, plans de charges, autres types de priorité)

28 nouveaux projets prévisionnels

Etudes et dossiers de financement (interne)

6 projets (déjà en cours) + **8** nouveaux en prévisionnel

Etudes externalisées

3 projets nouveaux en prévisionnel

Maîtrises d'œuvre (interne)

8 projets (déjà en cours) + **3** nouveaux en prévisionnel

Maîtrises d'œuvre externalisées

4 nouveaux projets en prévisionnel

Démarrage du projet PAPE aux Tuamotu

0 Quelques communes pilotes à définir

Projets du type conseil/assistance aux Iles hautes
(essentiel des formations du projet PAPE,
grille tarifaire, analyse de fonctionnement, etc.)

6 nouveaux en prévisionnel

Projets relatifs à la réglementation (amiante et
adaptation de la réglementation aux Tuamotu)

2 projets

Nombre de projets dépendant du calendrier
d'obtention des financements

8 projets

LES RÉSULTATS COMPTABLES

L'année 2016 a été une année forte en charge de travail, mais la budgétisation de toutes les opérations théoriquement financées par le contrat de projet a conduit à une surestimation des dépenses.

Le non financement de ces opérations a débouché sur un taux de réalisation en dépenses d'à peine 57 %.

L'année s'est terminée avec un excédent important, constituant de fait une réserve pour les années à venir.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	GLOBAL
► SITUATION FIN 2015	26 494 447 F CFP	2 198 598 F CFP	28 693 045 F CFP
• DÉPENSES 2016	92 603 330 F CFP	6 164 061 F CFP	98 767 391 F CFP
• RECETTES 2016	121 288 002 F CFP	2 044 336 F CFP	123 332 338 F CFP
► SITUATION FIN 2016	55 179 119 F CFP	- 1 921 127 F CFP	53 257 992 F CFP



PREMIER BILAN POUR LE SECTEUR TUAMOTU

Le SPCPF promeut depuis plus d'un an un rapprochement avec ces partenaires privilégiés afin de faciliter l'aboutissement des opérations communales en eau potable, d'un point de vue technique, administratif ou financier. L'avancée des opérations engagées avec les communes des Tuamotu en matière d'eau potable a été présentée aux partenaires institutionnels du département.

M. Denis Mauvais, chef de la subdivision administrative pour les îles Tuamotu-Gambier (SAITG) et son adjointe technique, ainsi que Mme Éliane Souflet, Tavana Hau et Mme Lise Lefait, secrétaire générale pour la Circonscription des Tuamotu-Gambier (CTG), avaient répondu présents à cette invitation. Ces deux partenaires institutionnels ont une bonne connaissance des communes : situation financière, projets en cours, fonctionnement du conseil municipal et des services communaux en particulier.

Les discussions ont permis de mettre en évidence la volonté de chacun des trois partenaires de voir se mettre en place une programmation pluriannuelle des opérations Eau potable aux Tuamotu : quelle étude, quels travaux, pour quelle commune et aussi à quel moment ? Avec ainsi la volonté que chacune des 16 communes des Tuamotu puisse voir la mise en place de son service d'eau potable dans les meilleurs délais et, dans tous les cas, avant la date butoir de 2025 fixée par le CGCT.

VISIONS CROISÉES

La tarification de l'eau a également été abordée : elle varie de 6 à 20 F CFP/litre selon les communes, un niveau de tarification qui est jugé convenable par l'ensemble des partenaires.

Cette réunion a permis de croiser les visions de l'Etat, du Pays et du SPCPF sur la thématique de l'eau potable aux Tuamotu, et de constater que ces visions se rejoignent. Le chef de la subdivision administrative a exposé ses priorités au niveau des îles Tuamotu-Gambier.

La rencontre a permis d'autre part d'exposer la démarche de contractualisation mise en place par le SPCPF dans son fonctionnement avec les communes et de présenter les premiers éléments déployés dans le cadre des opérations en eau potable



sur les communes de l'archipel des Tuamotu. En 2016, le département aura accompagné activement 8 des 16 communes de l'archipel des Tuamotu-Gambier : deux maîtrises d'œuvre, cinq schémas directeurs et une assistance à projet.

De nouvelles communes des Tuamotu intégreront le programme en 2017.





PRODUCTION D'EAU POTABLE PAR ÉVAPORATION SOLAIRE

Au sein de l'archipel des Tuamotu, l'atoll de Fangatau possède une caractéristique unique. Le village possède un réseau de distribution d'eau saumâtre d'une longueur de 1,5 km conçu par le SPCPF en 1985, permettant l'alimentation de 49 foyers. Pompée dans la lentille et stockée dans un château, l'eau disponible au robinet est utilisée pour l'arrosage et les besoins sanitaires des habitants.

Jusqu'à présent, la commune ne produisait pas d'eau potable à destination de la population. Pour se conformer aux dispositions du CGCT dans ce domaine, elle a lancé des études en 2012 afin de trouver la solution la plus adaptée à son contexte. Ne disposant pas de surfaces de récupération d'eau de pluie aussi favorables qu'à Fakahina (autre atoll de la commune) et souhaitant disposer d'une ressource disponible toute l'année, l'atoll de Fangatau a décidé de s'orienter vers la production d'eau potable par évaporation solaire. L'eau potable peut être en effet produite à partir de l'eau de mer par un processus simple d'évaporation-condensation.

L'eau de mer circulant dans un panneau vitré est chauffée par le soleil jusqu'à son point d'ébullition puis s'évapore en éliminant les impuretés, notamment le sel.

La vapeur d'eau devenue douce se condense ensuite sur une vitre pour être ensuite récupérée. Elle est ensuite reminéralisée grâce notamment à l'apport d'éléments contenus dans des coquillages prélevés sur l'atoll.

UN PROJET INNOVANT

L'opération d'un montant de 62 200 000 de FCFP a été financée par le FIP à hauteur de 80 %, le solde de 20% étant constitué par des apports à part égale de la DDC et de la commune.

La commune a délégué au SPCPF le pilotage du projet dans le cadre de ses missions de maîtrise d'œuvre, de la conception du projet



jusqu'à sa mise en œuvre, qui doit entrer dans sa phase de mise en service de production d'eau potable en 2017. Démarrée en novembre, la pose des évaporateurs solaires sur l'atoll de Fangatau par l'entreprise délégataire des travaux s'est terminée en toute fin d'année 2016. L'installation a pu produire plus de 700 litres d'eau douce sur la journée, ce qui est conforme aux attentes.

L'installation à cette échelle d'une unité de production d'eau par évaporation solaire est une première en Polynésie française. Le département eau potable du SPCPF suit de près ce dossier afin d'évaluer l'application de ce type de projet sur d'autres atolls. À terme, l'évaporateur solaire pourrait être une alternative de premier ordre à la production d'eau potable par récupération d'eau de pluie, notamment pour faire face aux périodes de sécheresse dans le contexte du réchauffement climatique.

Les rôles du SPCPF et de son département eau potable

À la suite des missions menées sur les deux atolls, la commune a démarré les travaux de génie civil en régie communale : réalisation de terrassements, construction de toitures de recueil d'eau de pluie à Fakahina, aménagement d'un puits de pompage, construction de locaux techniques, construction de dalles pour accueillir les réservoirs.

Les travaux ont été réalisés par des agents communaux ainsi que par des salariés en contrats temporaires. Le rôle du SPCPF dans ces travaux en régie communale a consisté à assurer

la gestion administrative des marchés de fournitures, coordonner l'envoi des fournitures et les travaux par la mise en place de planning, de mesure de suivi et de contrôle.

Le rôle du SPCPF consiste également à contrôler que les travaux réalisés par l'entreprise chargée de la pose des panneaux sont conformes au cahier des charges et qu'ils sont réalisés dans les règles de l'art. Ce rôle comporte du suivi et de la coordination, pour s'assurer notamment que les travaux en régie communale sont terminés avant d'envoyer l'entreprise sur place notamment.







LE DÉPARTEMENT INFORMATIQUE

L'informatique, un outil incontournable pour les communes

Les communes ont bien évalué le gain de temps, de moyens et tout le bénéfice dont elles peuvent tirer d'un parc informatique performant pour délivrer un service de qualité à la population.

Le monde communal évoluant sans cesse (organisation et contrôle) l'informatique permet une gestion efficiente des services communaux (état-civil, comptabilité, régie, etc.), facilite le travail des agents et assure la centralisation des fichiers.

Le département informatique du SPCPF est scindé en deux entités :

- La mission «Logiciels» distribue des outils évolutifs et faciles à utiliser, adaptés au fonctionnement des services communaux polynésiens.
- La mission «Environnement informatique» permet d'exploiter ces logiciels dans les meilleures conditions. L'objectif est la maîtrise des parcs informatiques et systèmes d'exploitation, la supervision du dispositif de maintenance, l'assistance au quotidien et la veille technologique.

Des partenaires de choix et de l'assistance aux utilisateurs

Adaptés au contexte local, les logiciels fournis par le SPCPF sont écrits par des éditeurs reconnus. La hotline assure une permanence téléphonique quotidienne pour les utilisateurs des différents logiciels.



LE BILAN 2016

► TONALITÉ ET FAITS MARQUANTS

Placée sous le signe de la consolidation du travail rendu dans les communes, l'année 2016 a été marquée par la volonté d'assurer, dans le cadre de la continuité de service, un «service de base» aux communes. Ces objectifs ont été atteints, en assurant le service attendu par les communes adhérentes.

Cette réussite s'explique par le constat des faits marquants et objectifs suivants :

- L'arrivée d'un nouveau directeur du département le 1^{er} février 2016 ;
- La réorganisation interne du département ;



- L'adaptation du programme aux demandes des communes pour une meilleure exploitation ;
- La déclinaison du programme par ordre de priorité pour assurer un service de base aux communes (dans un premier temps) et une meilleure qualité de service ;
- La diminution du temps de traitement des marchés informatiques par la mise en place d'un cahier des charges unique ;
- La mise en place d'une politique d'homogénéisation des outils (matériels et logiciels), dans le cadre des renouvellements des infrastructures serveurs, pour une utilisation harmonieuse des mêmes outils entre le SPCPF et les communes ;
- La mutualisation des procédures pour la gestion des dossiers FIP (dossier technique unique) ;
- L'assistance informatique opérationnelle :
 - orientée vers l'accompagnement des communes,
 - proche de la réalité du terrain,
 - répondant aux attentes des communes ;
- La sensibilisation des communes à la sécurité informatique ;
- L'implication des agents du département à la nouvelle organisation interne ;

► SYNTHÈSE DU PROGRAMME 2016

Le bilan obtenu en 2016 pour les principaux volets du programme est présenté ci-dessous :

● Assistance aux communes (Hotline)

Depuis sa mise en œuvre en 2010, les résultats attendus sont bien visibles. Pour 2016, ce sont 812 demandes d'intervention ou incidents qui ont été enregistrés, avec un taux de résolution de 95,5%.

TABLEAU RÉCAPITULATIF DU PROGRAMME 2016 PAR DOMAINE

Domaines	Hotline	Déploiement logiciels	Etudes	Maîtrise d'œuvre	Assistance de groupe
COMMUNES - ORGANISMES	Support aux communes adhérentes	• E-assemblée Tubuai, Rurutu, Hiva Oa Teva i uta, Tumaraa Manihi, SIVMTG, SPC Rapa, Tahaa, Uturoa, Fatu Hiva, Tatakoto, Gambier, Taiarapu Ouest, Bora Bora • Win-Fac Rangiroa, Fakarava, Rapa, Reao, • Win-Eau Gambier, Rapa, Paea, • Win-Pop Bora Bora, Maupiti, Rapa	Hiva Oa Fatu Hiva Makemo Maupiti Nuku Hiva Raivavae Taiarapu Ouest Taputapuatea Ua Pou Rimatara	Bora Bora Rurutu => Fip 2016 SPC => Fip 2016 Tahaa => Fip 2016 Teva i uta => Fip 2016 Tubuai => Fip 2016 Uturoa => Fip 2016 Manihi => Fip 2016 Teva i uta => Fip 2016	• Produits Agedi E-assemblée (démat. des actes) Agedi M14 (Comptabilité) Agedi Paie Win-Pop (Gestion de la population) Win-Fac (Multi-facturation) Win-Eau (Facturation de l'eau) Win-Kw (Facturation de l'électricité) • Produits Cegid Cegid M14 (Comptabilité) Cegid Paie Cegid Patrimoine et immos
Résumé		5 logiciels, 21 sites	10 études	9 consultations	10 logiciels, 2 éditeurs





● Déploiement des logiciels

L'année 2016 a été marquée par la mise en place du dispositif de dématérialisation des actes des communes au haut-commissariat (@ctes). C'est dans ce cadre que le logiciel «E-assemblée», de notre partenaire AGEDI, est utilisé en Polynésie depuis le début de cette année pour la transmission des actes pris par les communes.

- 27 déploiements de logiciels ont été effectués sur 21 sites différents (18 communes et 3 collectivités) ;
- 5 logiciels ont été installés sur 21 sites :
 - E-assemblée (envoi dématérialisée des actes avec le Haut Commissariat),
 - Win-Fac (Facturation multiple),
 - Win-Kw (facturation de l'électricité),
 - Win-Eau (facturation de l'eau),
 - Win-Pop (gestion de la population et de l'état-civil).

● Etudes et maîtrise d'œuvre

1. Etudes

Les études techniques ont porté sur l'homogénéisation des outils (matériels et logiciels) qui seront utilisés à court terme par le SPCPF et les communes. La mutualisation des procédures de gestion de dossiers techniques et la diminution du temps de traitement des demandes des communes et des consultations informatiques ont fait l'objet d'une attention particulière.

- 10 études étaient programmées cette année pour les communes de Hiva oa, Fatu Hiva, Makemo, Maupiti, Nuku Hiva, Raivavae, Taïarapu ouest, Taputapuata, Ua Pou, Rimatara ;
- 14 études ont été réalisées en 2016. Dix études représentées par les communes ci-dessus et quatre nouvelles concernant les communes de Bora Bora, Hao, Hikueru, Paëa.

2. Maîtrise d'œuvre

Neuf dossiers de maîtrise d'œuvre avaient été programmés en 2016 :

- 8 dossiers subventionnés par le fonds intercommunal de péréquation pour le renouvellement des infrastructures et équipements informatiques des communes : Teva I Uta (FIP 2015), Manihi, Rurutu, SPCPF, Tahaa, Teva I Uta, Tubuai, Uturoa (FIP 2016) ;
- 1 dossier de renouvellement des serveurs de la commune de Bora Bora, dont le projet a été financé en fonds propres par la commune à hauteur de 100%.

Dix dossiers de consultations d'entreprises ont été réalisés sur les 9 prévus.

● Assistance de groupe

(logiciels distribués par le SPCPF)

- 30 actions d'assistance de groupe avaient été programmées cette année.
 - 11 actions en lien avec E-assemblée,
 - 19 actions des logiciels métiers,
 - 10 logiciels concernés : E-assemblée, Agedi M14, Agedi paie, Win-Pop, Win-Fac, Win-eau, Win-KW, Cegid M14, Cegid Paie, Cegid patrimoine et immobilités.

- 27 actions ont été réalisées et 105 stagiaires formés.

Actions d'assistance :

• Prévues : **30** • Réalisées : **27**

Nombre de stagiaires :

• Prévus : **139** • Réalisés : **105**

Heures d'assistance :

• Prévus : **1 460** • Réalisés : **1 105**

● SPCPF (volet interne)

L'objectif du programme du département informatique en interne était d'amorcer l'évolution de l'infrastructure informatique et des logiciels utilisés au SPCPF.

Les points ci-dessous ont été au centre de ce volet interne :

- Le renouvellement des équipements informatiques (serveurs, sauvegarde, vidéoprojecteurs...) ;
- L'homogénéisation des outils (matériel et logiciels) entre le SPCPF et les communes adhérentes ;
- La mise en place des «outils de travail collaboratif», charte des utilisateurs, messagerie, plateforme de partage de fichiers ;
- Le renouvellement de la distribution des logiciels adaptés pour la gestion des données des communes, dans un environnement informatique spécifique, avant la date d'échéance fin 2017.
 - rencontre des éditeurs en métropole,
 - déplacement dans les communes en Nouvelle-Calédonie.

BILAN HOTLINE 2016

RÉPARTITION PAR ENTITÉ	Nombre de collectivités	Nombre de demandes
• Iles du Vent	4	94
• Iles sous le Vent	6	140
• Marquises	6	81
• Australes	5	119
• Tuamotu-Gambier	17	43
• Collectivités	17	328
• Multi-Collectivités	1	7

812 demandes (toutes collectivités confondues)

dont **679** pour les logiciels
133 pour l'environnement informatique



@CTES : DÉMATÉRIALISATION DES ACTES ADMINISTRATIFS

L'acronyme **@ctes** signifie «Aide au Contrôle de légalité dématÉrialiSé». L'application **@ctes** est un outil de dématérialisation des échanges liés au contrôle de légalité des actes des collectivités territoriales, de leurs établissements publics locaux et des établissements publics de coopération intercommunale. Les premiers signataires ont été les communes de Rurutu, Tumaraa, Teva I Uta, Manihi, Tubuai, le SPCPF et le Haut-commissariat.

L'application **@ctes** permet aux collectivités publiques :

- d'alléger des tâches matérielles de manipulation, de reproduction, d'expédition, de conservation et de classement des actes ;
- de réduire les coûts d'impression et d'envois postaux ainsi que le temps consacré aux tâches de reprographie et au transport des actes par les agents communaux ;
- d'accélérer les échanges : la transmission de l'acte au Haut-commissariat sera désormais instantanée.
- de rendre les actes exécutoires immédiatement puisque la transmission de la preuve de la réception par le Haut-commissariat sera également instantanée. A ce titre, l'accusé de réception électronique qui est délivré lors de la transmission électronique de l'acte a la même valeur que l'accusé de réception délivré sous format papier ou que le tampon-dateur apposé sur l'acte par le Haut-Commissaire ou son délégué dans la subdivision administrative.
- de sécuriser les échanges en assurant la fiabilité, la traçabilité et la confidentialité des transmissions.

L'intérêt de l'utilisation d'une telle application prend tout son sens en Polynésie où l'éloignement géographique de certains archipels a pour conséquence d'augmenter les délais et les coûts d'acheminement du courrier.

Un groupe de travail dédié à **@ctes** a été constitué en 2014, intégrant des communes issues de tous les archipels de la Polynésie française.

Elles ont délégué leur compétence informatique au SPCPF. Le déploiement d'**@ctes** s'est effectué en deux phases :

- La signature de conventions avec les collectivités de Rurutu, Tumaraa, Teva I Uta, Manihi, Tubuai et le SPCPF a constitué la première phase du projet. La mise en œuvre effective d'**@ctes** pour ces collectivités est intervenue dans les semaines qui ont suivi la signature en février 2016.
- La seconde phase s'est traduite par la signature de nouvelles conventions au cours du second semestre 2016.



Afin de permettre aux communes concernées de mettre en œuvre la télétransmission dans les meilleures conditions, une phase de transition de deux mois associant les envois papiers et dématérialisés était prévue. Ces communes ont bénéficié de toute l'assistance dont elles ont eu besoin.

Les communes intéressées par l'utilisation de l'application **@ctes** peuvent délibérer pour adopter le principe de la télétransmission et autoriser leur représentant à conclure une convention avec le Haut-commissariat.

@CTES : LE SOUTIEN DE A.GE.DI

Après la signature en février 2016 de la convention avec le Haut-commissariat, le projet de dématérialisation des documents administratifs est entré en avril dans une phase concrète.



La formation des premiers futurs utilisateurs du logiciel E-Assemblée a eu lieu au SPCPF en présence de deux cadres d'A.GE.DI. Le dispositif **@ctes** a clairement pour objectif de simplifier les démarches administratives dans les collectivités.

En Polynésie française, c'est le logiciel E-Assemblée, distribué par A.GE.DI, qui a été choisi afin de permettre aux collectivités de bénéficier des fonctionnalités du logiciel **@ctes** développé par les services de l'Etat.

Financé par le fonds intercommunal de péréquation (FIP) à hauteur de 80%, l'acquisition du logiciel pour les communes se fera par l'intermédiaire du SPCPF. Le coût sera fonction de la taille de la collectivité. Une première phase «pilote» de déploiement du logiciel E-Assemblée a concerné les communes de Manihi, Rurutu, Teva I Uta, Tumaraa, ainsi que le SPCPF. A ces premiers utilisateurs devaient se joindre Hiva Oa et le SIVMTG dès la signature de leur convention avec le haut-commissariat.

Une seconde phase de déploiement du logiciel a concerné le second semestre 2016 et les communes de Bora Bora, Fatu Hiva, Gambier, Rapa, Tahaa, Taïarapu-Ouest, Tatakato et Uturoa.





◆ Situation des logiciels distribués par le SPCPF
Le tableau ci-dessous indique la répartition des logiciels par éditeurs, type d'usage, commune et collectivité.

Il fait apparaître que le SPCPF assure le suivi de 206 logiciels installés dans les communes et collectivités.

EDITEURS		AGEDI								CEGID-CIVITAS	
Archipels	Collectivités/Logiciels	WIN-ELE	WIN-POP	WIN-MI4	WIN-PAY	WIN-FAC	WIN-EAU	WIN-KW	E-Assemblée	GF	GRH
IDV	Hitiaa O Te Ra		X			X				X	X
	Paea	X	X			X				X	X
	Taiarapu Ouest	X	X			X			X	X	X
	Teva I Uta	X	X			X			X	X	X
	ARUE	X									
	MOOREA	X									
	CGF			X	X						
	CUCS			X	X						
	Fenua ma			X	X						
	SPCPF								X	X	X
	SECOSUD			X	X						
	SIGFA			X	X						
ISLV	TE OROPAA			X	X						
	Bora Bora	X				X				X	X
	Maupiti	X	X	X	X	X	X				
	Tahaa	X	X			X	X		X	X	X
	Taputapuataea	X	X			X	X			X	X
	Tumaraa	X	X			X	X		X	X	X
Australes	Uturoa	X	X			X	X	X	X	X	X
	HAVA'I			X	X	X					
	Raivavae	X		X	X		X				
	Rapa	X	X	X	X	X	X	X	X		
	Rimatara	X	X	X	X	X	X				
	Rurutu	X	X	X	X	X	X		X		
Marquises	Tubuai	X	X	X	X	X	X		X		
	Fatu-Hiva	X		X	X	X			X		
	Hiva-Oa	X	X	X	X	X			X		
	Nuku-Hiva	X	X	X	X	X	X				
	Tahuata	X		X	X	X					
	Ua-Huka	X		X	X	X	X				
Tuamotu Gambier	Ua-Pou	X	X	X	X	X					
	CODIM			X	X						
	Anaa	X		X	X						
	Arutua	X		X	X						
	Fakarava	X	X	X	X	X		X			
	Fangatau	X		X	X						
	Gambier	X		X	X	X	X	X	X		
	Hao	X		X	X						
	Hikueru	X		X	X						
	Makemo			X	X						
	Manihi	X		X	X				X		
	Napuka			X	X						
	Nukutavake	X		X	X						
	Puka Puka	X		X	X						
	Rangiroa	X		X	X	X					
	Reao	X		X	X			X			
	Takaraoa	X		X	X						
	Tatakoto	X		X	X						
	Tureia	X		X	X						
	SIVMTG			X	X				X		
TOTAL : 206 LOGICIELS		37	17	38	38	24	13	5	14	10	10

LES RÉSULTATS COMPTABLES

L'année 2016 a été marquée par un taux de réalisation en fonctionnement de 90,3 % en dépenses et 97,2 % en recettes. La masse salariale a augmenté avec l'arrivée du directeur et le fait que l'équipe ait été au complet. Au niveau des actions, une forte évolution sur les «Etudes – maîtrise d'œuvre» a été constatée, complétée

par un programme d'assistance de groupe de 27 actions. L'excédent a diminué *de facto*, obligeant en 2017 à faire appel aux contributions pour assurer le fonctionnement du département. L'investissement a été marqué par le début du programme E-assemblée.

	FONCTIONNEMENT	INVESTISSEMENT	GLOBAL
► SITUATION FIN 2015	9 206 474 F CFP	– 2 256 071 F CFP	6 950 403 F CFP
• DÉPENSES 2016	41 799 840 F CFP	486 212 F CFP	42 286 052 F CFP
• RECETTES 2016	41 029 777 F CFP	4 704 590 F CFP	45 734 367 F CFP
► SITUATION FIN 2016	8 436 411 F CFP	1 962 307 F CFP	10 398 718 F CFP

Remain Run Time
2 h 38 min

PRO-X

Camera Battery Pack

Intellicom 130A

Digital Li-ion 14.8V

CAUTION

- Use only the recommended battery charger.
- Keep the battery away from fire.
- Do not attempt to open the battery pack.
- Do not short the battery pack terminals.
- Keep the battery pack dry.
- Never expose the battery pack to temperature above 60°C (140°F).

DC OUT
12V 1.5A

LINE MIC +48V

LINE MIC +48V

SDI OUT

DC IN

REAR 1

REAR 2

AUDIO IN

COMPONENT OUT

REMOTE

1394

LE BILAN 2016

L'ergonomie et le contenu du nouveau site web mis on line en février ont été unanimement salués. La création d'une page Facebook professionnelle a permis d'élargir l'audience du SPCPF vers de nouveaux publics.

LES OBJECTIFS

- **Faire vivre le nouveau site web et la page Facebook professionnelle du SPCPF** en mettant notamment l'accent sur les actions développées dans le cadre du département promotion de l'institution communale. L'ensemble des tâches nécessaires au lancement des nouveaux supports a été générateur d'un surcroît important d'activité du département au cours du premier semestre de l'année, en mobilisant très fortement l'équipe du département communication. Une estimation du temps nécessaire a permis de situer à environ un mi-temps les ressources humaines pour assurer cette tâche dans de bonnes conditions.



www.spcpf.be

- **Renforcer la présence du président du SPCPF et des élus délégués dans les médias.** Collaborer avec le département formation pour élaborer une formation spécifique à cet effet. Cet objectif a été globalement atteint. Cependant, pour améliorer sensiblement le contenu des interventions télévisées, l'expérience démontre la nécessité de mettre en place des formations de media training personnalisées.

- **Communiquer sur le concept de contractualisation** impliquant plusieurs départements et un changement de mentalité dans la relation du SPCPF avec les communes. Cet objectif a été atteint en interne. Plusieurs réunions rassemblant l'ensemble du personnel ont été consacrées à cette démarche majeure. Un Roll-Up et deux affiches avec un visuel original ont été créés tout spécialement et mis en place dans les locaux du SPCPF.



- **Contribuer à l'élaboration du projet d'administration du SPCPF** pour la mandature, en ce qui concerne le volet information et communication. Cet objectif n'a été que partiellement atteint car l'élaboration du projet d'administration a été repoussée à l'année 2017.

- **Assurer un rôle de support et de soutien des départements du SPCPF** dans la définition de leurs stratégies de communication et l'élaboration des actions et des supports qui en découlent. Objectif atteint en partie. L'implication des départements dans la réalisation des articles destinés au site web constitue un point de vigilance.

- **Organiser les opérations de communication** autour du congrès des communes. Objectif atteint. Le congrès 2016 a constitué de ce point de vue une opération de communication produisant beaucoup de retombées médiatiques. Cependant le ton polémique de la résolution a montré ses limites.

- **Élaborer, publier et diffuser les supports annuels édités par le SPCPF** : offre de formation destinée aux élus, rapport d'activité 2015, agenda 2016, actes du congrès des communes. Objectif atteint. Ces supports sont unanimement reconnus comme de bonne qualité. Ils contribuent à conforter l'image de professionnalisme du SPCPF.



► LE DÉTAIL DES ACTIONS RÉALISÉES POUR LES DÉPARTEMENTS

La promotion de l'institution communale

Le département communication a été associé globalement à toutes les actions nécessitant une médiatisation ou une action de communication, afin de promouvoir le SPCPF et l'action de son président et des élus délégués pour mettre l'accent sur les problématiques communales dans les médias. La nouvelle version du site web a permis de résoudre le déficit d'information sur les dossiers suivis par ce département, comme l'indique le tableau ci-dessus récapitulant le nombre d'articles publiés par compétence.

La formation des élus

Les actions de communication développées autour du congrès des communes, qui est traditionnellement un excellent moyen d'intéresser les médias, et par leur intermédiaire la population, aux problématiques



communales ont montré leur pertinence. Les différentes opérations ont été menées avec succès. La résolution et son ton volontariste ont suscité de nombreuses retombées médiatiques et mis l'accent sur la souhait du monde communal de participer pleinement à son niveau, au développement économique de

la Polynésie française. Cependant la polémique qui en est née a constitué un point de vigilance dont il faudra tenir compte à l'avenir.

La compétence restauration scolaire

Le rapport global «*La restauration scolaire du premier degré en Polynésie française*», élaboré au cours du dernier trimestre 2015 a été diffusé en début d'année 2016, à l'occasion des «Journées de la restauration scolaire». Cette manifestation a été l'opportunité d'aborder cette thématique dans les médias et de montrer le rôle que les communes tiennent en la matière. Le département communication a été sollicité pour l'élaboration de deux «Roll Up». Les retombées dans la presse ont été positives.

Le département eau potable

Le département communication a été sollicité pour la mise en œuvre d'actions d'information et/ou de communication sur la démarche de contractualisation entre les communes et le SPCF. Enfin, l'accompagnement de nouvelles communes dans l'élaboration des campagnes de communication destinées à informer leurs populations respectives des actions menées dans le cadre du projet PAPE a été réalisé en partie par un soutien technique au département dans le cadre de la à la commune de Teva I Uta dans sa demande de financement au FIP d'une campagne de communication.

Le département informatique

Non programmée initialement, la refonte du document «*Guide de la hotline*» a été finalisée en début d'année 2016. L'arrivée du nouveau directeur du département en cours d'année et ses déplacements sur le terrain dans les communes ont permis de réaliser des sujets publiés sur le site web.

Nombre d'articles publiés par compétence sur le site Web					
Total articles	Promotion	Formation	Restauration scolaire	Eau potable	Informatique
 54	 26	 8	 9,5	 5	 5,5

LES CHIFFRES CLÉS

• Le site WEB

15 934 sessions (dont 75% de P.F.)
9 112 utilisateurs
46 431 pages vues

• La page Facebook professionnelle

457 J'aime («Like») la page
 au 31 décembre 2016

La synergie entre les deux supports a permis de multiplier les visites sur le site, avec un pic de **895** vues pour un article publié sur le thème de la restauration scolaire.





LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2016

La présente note aborde successivement l'exécution budgétaire au regard des prévisions, l'équilibre général et le détail des différents chapitres de la section de fonctionnement et de la section d'investissement.

Le compte administratif constitue le bilan financier de l'année écoulée.
Il comprend plusieurs paramètres :

- Résultat de l'exercice par section,
- Résultat reporté,
- Restes à réaliser.

A l'issue de l'ensemble de ces opérations se dégage le résultat de clôture de l'exercice. Cette étape est suivie de l'affectation du résultat pour équilibrer la section d'investissement si nécessaire, et du calcul du montant du report qui sera inscrit au budget 2017.



LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2016

BILAN FINANCIER

Le budget 2016 s'élevait en dépenses (fonctionnement + investissement) à **477 132 490 F CFP** contre **457 525 533 F CFP** en 2015.

Ce budget était donc en forte augmentation, avec une volonté d'agir au mieux pour les communes.

En particulier, un effort très sensible a été fait en matière d'eau potable ►.

457 525 533 F CFP en 2015

477 132 490 F CFP en 2016



RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2016

Section de fonctionnement

► Dépenses	: 306 513 789 F CFP contre 307 411 050 F CFP réalisés en 2015
► Recettes	: 352 586 769 F CFP contre 307 723 535 F CFP réalisés en 2015
► Résultat	: + 46 072 980 F CFP
• Résultat antérieur N-1	: 50 326 104 F CFP
• Résultat de clôture	: Excédent : 96 399 084 F CFP

Section d'investissement

► Dépenses	: 13 427 210 F CFP contre 25 268 702 F CFP réalisés en 2015
► Recettes	: 13 211 300 F CFP contre 7 600 652 F CFP réalisés en 2015
► Résultat	: - 215 910 F CFP
• Résultat antérieur N-1	: 8 472 723 F CFP
• Résultat de clôture	: Excédent : 8 256 813 F CFP

Résultat reporté

Le compte administratif total, en intégrant le résultat reporté de 2015 (fonctionnement + investissement) s'élève donc à :

► Dépenses	: 319 940 999 F CFP
► Recettes	: 424 596 896 F CFP
► Résultat	: 104 655 897 F CFP

Restes à réaliser

Les restes à réaliser en investissement s'élèvent à :

► Dépenses	: 11 681 639 F CFP
► Recettes	: 4 954 293 F CFP

Balance générale

► Fonctionnement	: 96 399 084 F CFP
► Investissement	: 8 256 813 F CFP





LA SECTION DE FONCTIONNEMENT

Le résultat de la section de fonctionnement de l'exercice 2016 affiche un excédent de **46,07 MF CFP**. En intégrant l'excédent de fonctionnement des années antérieures qui s'élève à **50,33 M F CFP**, le résultat de la section de fonctionnement s'élève au 31 décembre 2016, à la somme de **96,40 MF CFP**.

LES RECETTES DE FONCTIONNEMENT 2016

Les recettes de fonctionnement de l'exercice 2016 s'élèvent à **404,77 MF CFP** soit un taux de réalisation de **90,9 %** par rapport aux prévisions. Ce montant intègre l'excédent de fonctionnement reporté.

Ces recettes proviennent principalement des contributions des communes adhérentes, des subventions du FIP, et enfin de l'excédent de fonctionnement.

Le tableau ci-après donne la ventilation par nature des recettes de fonctionnement (en F. CFP) :

Chapitre	Désignation	Prévisions	Réalisations	% des réalisations
002	• Excédent de fonctionnement	52 182 335	52 182 335	100 %
013	• Atténuations de charges	6 590 000	871 126	13,22 %
70	• Produits services, du domaine & ventes div.	1 500 000	1 315 000	87,67 %
74	• Dotations, subventions & participations	384 882 062	350 400 643	91,04 %
► TOTAL RECETTES FONCTIONNEMENT		445 154 397	404 769 104	90,93%

Répartition par catégorie de recettes

◆ Chapitre 002

Ces réalisations ne sont que des écritures budgétaires sans émission de titres de recettes.

◆ Chapitre 013

Ce chapitre regroupe les remboursements des indemnités journalières et cotisations de la CPS relatifs aux arrêts maladie du personnel du SPC.

◆ Chapitre 70

Ce chapitre concerne, au niveau de la prévision, les recettes du département informatique vis-à-vis des collectivités non adhérentes.

◆ Chapitre 74

Ce chapitre s'élève à **350,4 MF**. Il est alimenté par :

- les contributions des communes adhérentes pour **250,54 MF CFP**,
- les recettes pour les prestations pour les non adhérents pour **1,87 MF CFP**,
- les subventions du FIP pour les différentes compétences pour **97,99 MF CFP**.

LES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT 2016

Les dépenses globales de fonctionnement s'élèvent à **308,37MF CFP** sur **445,15 MF CFP** inscrits soit un taux de réalisation de **69,27 %**.

Le tableau ci-après donne la ventilation par nature de ces dépenses (en F. CFP) :

Chapitre	Désignation	Prévisions	Réalisations	% des réalisations
002	• Déficit de fonctionnement	1 856 231	1 856 231	100 %
011	• Charges à caractère général	198 244 781	88 590 458	44,69 %
012	• Charges de personnel	210 277 119	190 889 424	90,78 %
65	• Autres charges de gestion courante	27 605 348	21 120 267	76,51 %
66	• Charges financières	1 500 000	242 722	16,18 %
68	• Dotations aux amortissements	5 670 918	5 670 918	100,00%
► TOTAL DÉPENSES FONCTIONNEMENT		445 154 397	308 370 020	69,27 %





LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2016



Répartition par catégorie de dépenses

◆ Chapitre 002

Ce chapitre concerne la reprise du déficit de la compétence formation des élus.

◆ Chapitre 011

Les charges à caractère général représentent un volume financier de 88,59 MF CFP pour un taux de réalisation de 44,69 %. Elles correspondent aux dépenses courantes de fonctionnement telles que l'achat de fournitures de bureau, l'entretien, la maintenance du patrimoine (bâtiment, véhicules de service, matériel, mobilier, etc.), l'électricité, le téléphone, l'achat de formations auprès de prestataires, les assurances, les frais de transport des élus, des agents du SPCPF, etc.

Ce faible taux de 44,69 % s'explique :

- par des efforts de gestion dans toutes les compétences,
- par la non réalisation des maîtrises d'œuvre budgétées à la compétence eau potable et ceci en raison du non-financement des opérations de travaux communales.

◆ Chapitre 012

Les charges de personnel avec 190,89 MF CFP réalisés soit 90,78 % des prévisions.

Elles se détaillent comme ci-après :

- 140,20 MF CFP pour les salaires du personnel permanent et 1,66 MF CFP pour les salaires du personnel en CDD,
- 39,08 MF CFP pour les charges patronales,

- 6,56 MF CFP correspondent à la rémunération des formateurs (publics ou prestataires) et intervenants,
- 3,37 MF CFP pour les cotisations au CGF.

Au 31/12/2016, le SPCPF emploie 27 agents (voir tableau des effectifs en annexe).

◆ Chapitre 65

Sur ce chapitre ont été mandatées les indemnités de fonction du Président et des Vice-présidents, les cotisations à l'IRCANTEC, les indemnités de déplacement des élus lors des missions et les opérations de maintenances et assistance des logiciels CEGID et AGEDI. Les charges s'élèvent à 21,12 MF CFP soit un taux de réalisation de 76,51 % par rapport aux prévisions.

◆ Chapitre 66

Le chapitre 66 enregistre les intérêts relatifs à la ligne de trésorerie contractée auprès de la Banque SOCREDO. Pour 2016, ils s'élèvent à 0,24 MF soit un faible taux de réalisation de 16,18 % par rapport aux prévisions. Cette diminution traduit l'effort fait en direction des communes pour qu'elles mandatent au mieux leurs contributions. De fait, la ligne de trésorerie a pu être soldée à la fin du premier semestre.

◆ Chapitre 68

Le chapitre 68 enregistre les dotations aux amortissements, obligatoires, même si le besoin en investissement ne le justifie pas forcément pour l'année en cours.

Evolution des résultats

La section de fonctionnement génère un excédent de 96 399 084 F CFP, en augmentation par rapport à 2015.

Cette augmentation est fortement sensible pour le département eau potable, suite à la budgétisation de maîtrises d'œuvre d'opérations finalement non financées (FIP, contrat de projet) au bénéfice des communes,

et pour lesquelles les fonds propres de 20 % avaient été mis en place.

Le résultat de l'exercice en section de fonctionnement de la totalité des compétences est excédentaire. On constate surtout qu'après des années de baisse, l'excédent augmente et va pouvoir constituer une base pour l'estimation de la santé financière du SPCPF sur le long terme.





LA SECTION D'INVESTISSEMENT

Le résultat de clôture de la section d'investissement 2016 affiche un solde négatif de **0,21 MF CFP**. Ajouté à ce résultat, l'excédent de l'exercice antérieur de **8,47 MF CFP** permet de disposer d'un résultat de clôture excédentaire de **8,26 MF CFP**.

LES RECETTES D'INVESTISSEMENT

Les **24,89 MF CFP** de recettes d'investissement réalisées proviennent :

- de l'excédent d'investissement reporté pour 11,68 MF CFP,
- du versement de dotations du FIP pour l'opération d'achat d'un appareil de recherche de fuites sur réseau d'eau et pour l'achat de logiciels,
- de la dotation aux amortissements pour 5,67 MF CFP.

Elles représentent un taux de réalisation de **77,85 %** par rapport aux prévisions.

On notera le reste à réaliser de **4,95 MF**, correspondant aux reliquats de subventions pour l'appareil de recherche de fuites et les logiciels.

LES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT

Le montant l'année 2016 s'élève à **16,63 MF CFP**, soit une réalisation de **52,03%**.

Ce taux moyen s'explique par :

- la réalisation en 2016 de l'achat de l'appareil de détection de fuites,
- la réalisation du site web,
- la fin de la réalisation des travaux d'aménagement des bureaux du rez-de-chaussée.

On notera le reste à réaliser à hauteur de **11,68 MF**, correspondant aux travaux d'aménagement réalisés en décembre et qui seront payés en 2017, ainsi que toute l'opération de renouvellement informatique, commandée en 2016, mais qui sera réalisée au premier trimestre 2017.

LES RÉSULTATS DÉFINITIFS

Les résultats de l'année et la prise en compte des restes à réaliser ne font apparaître aucun besoin de financement. Les résultats au 31 décembre 2016 font apparaître :

- un excédent de fonctionnement de **96 399 084 F CFP**,
- un excédent d'investissement de **8 256 813 F CFP**.

Le compte de gestion du Trésorier des Iles du Vent, des Archipels et des Australes

Le compte de gestion du Trésorier est un document de synthèse qui rassemble tous les comptes mouvementés au cours de l'exercice accompagné des pièces justificatives correspondantes.

Le compte de gestion répond à deux objectifs :

- justifier l'exécution du budget,
- présenter l'évolution de la situation patrimoniale et financière de la collectivité.

La concordance des résultats du compte de gestion et du compte administratif pour l'exercice 2016 a été constatée.

La trésorerie

Au 31/12/2016, la trésorerie était de **82,13 MF CFP**, contre **17,9 MF CFP** fin 2015, avec tous les mandats de 2016 payés par le Trésor Public.

Les titres de recettes relatives aux contributions des communes adhérentes ont été émis en trois temps : 1/3 avant le vote du budget, 1/3 après le vote de ce dernier en avril et un dernier 1/3 en juillet.

L'objectif de ce procédé est double :

- d'une part, maintenir notre trésorerie en début d'année, sans trop mobiliser la ligne de trésorerie,
- et d'autre part, permettre aux communes de payer leur contribution en trois fois dans l'année, et donc ainsi éviter de faire trop baisser leur propre trésorerie.

Cette évolution très positive de trésorerie a été rendue possible par une meilleure situation financière des communes qui mandatent mieux leurs contributions au SPCPF, et par l'augmentation de l'excédent. Cette nette amélioration a conduit à ne pas solliciter de ligne de trésorerie pour 2017.

La répartition par compétence

Le CGCT et les statuts du SPCPF imposent le suivi des comptes du syndicat compétence par compétence. Voir ci-après le tableau donnant l'état des dépenses réalisées compétence par compétence, et celui de l'administration générale.

Ces éléments, ainsi que ceux relatifs aux recettes permettent d'établir un tableau récapitulatif des résultats par compétence et pour l'ensemble du syndicat.

Conclusion

Avec un excédent global de **104,66 MF**, en nette hausse, le SPCPF a amélioré sa santé financière. Il convient cependant de ne pas oublier que l'analyse doit être faite compétence par compétence.

L'année 2017 doit donc être l'occasion de poursuivre la réflexion engagée sur l'équilibre à long terme des finances du syndicat.



LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2016

Résultats globaux (en F CFP)

SECTION DE FONCTIONNEMENT

Chapitre	Libellé	Total
► DÉPENSES		
011	• Charges à caractère général	88 590 458
012	• Charges de personnel	190 889 424
65	• Autres charges de gestion courante	21 120 267
66	• Charges financières	242 722
68	• Dotations aux amortissements	5 670 918
002	• Déficit de fonctionnement	1 856 231
► TOTAL DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT		308 370 020
► RECETTES		
013	• Atténuations de charges	871 126
70	• Produits du service du domaine et ventes diverses	1 315 000
74	• Dotations et participations	350 400 643
002	• Excédent de fonctionnement	52 182 335
► TOTAL RECETTES DE FONCTIONNEMENT		404 769 104

SECTION D'INVESTISSEMENT

Opération	Libellé	Total	Restes à réaliser
► DÉPENSES			
20081	• Acquisition matériel Administration générale	2 152 524	4 947 129
20083	• Acquisition matériel Eau potable	6 164 061	0
20084	• Acquisition matériel Informatique	468 212	1 741 288
20095	• Acquisition matériel Restauration scolaire	0	0
20112	• Acquisition matériel Formation	4 624 413	4 993 222
Opération non ventilable			
20112	• Déficit d'inv. reporté	3 210 665	
► TOTAL DÉPENSES D'INVESTISSEMENT		16 637 875	11 681 639
► RECETTES			
20081	• Acquisition matériel Administration générale	979 698	1 909 340
20083	• Acquisition matériel Eau potable	1 497 600	3 044 953
20084	• Acquisition matériel Informatique	4 108 490	0
20095	• Acquisition matériel Restauration scolaire	954 594	0
20112	• Acquisition matériel Formation	0	0
Opération non ventilable			
001	• Déficit d'inv. reporté	11 683 388	
28	• Amortissement	5 670 918	
► TOTAL RECETTES D'INVESTISSEMENT		24 894 688	4 954 293





Résultats par compétence - affectation du résultat (en F CFP)

SECTION D'INVESTISSEMENT	A.G.	ELUS	PROMOTION	REST. SCO	AEP	INFORMATIQUE	TOTAL
TOTAL BUDGET 2016	7 136 377	9 617 635	0	1 102 492	7 737 334	6 384 255	31 978 093
DEPENSES							
Réalisé	2 152 524	4 624 413	0	0	6 164 061	486 212	13 427 210
Restes à réaliser	4 947 129	4 993 222	0	0	0	1 741 288	11 681 639
Déficit antérieur				954 594		2 256 071	3 210 665
TOTAL	7 099 653	9 617 635	0	954 594	6 164 061	4 483 571	28 319 514
RECETTES							
Réalisé	4 283 963	1 075 919	0	147 898	2 044 336	4 704 590	12 256 706
Restes à réaliser	1 909 340	0	0	0	3 044 953	0	4 954 293
Excédent de fonctionnement capitalisé				954 594			954 594
Excédent antérieur	943 074	8 541 716			2 198 598		11 683 388
TOTAL	7 136 377	9 617 635	0	1 102 492	7 287 887	4 704 590	29 848 981
• % réalisation DEPENSES (y compris RAR)	99.49 %	100.00 %		86.59 %	84.58 %	95.30 %	94.88 %
• % réalisation RECETTES (y compris RAR)	100.00 %	100.00 %		100.00 %	94.19 %	73.69 %	93.34 %

SECTION DE FONCTIONNEMENT	A.G.	ELUS	PROMOTION	REST. SCO	AEP	INFORMATIQUE	TOTAL
TOTAL BUDGET 2016	86 981 665	65 388 826	50 537 005	21 025 397	168 524 598	52 696 906	445 154 397
DEPENSES							
Réalisé	73 739 618	49 030 104	38 913 400	10 427 497	92 603 330	41 799 840	306 513 789
Déficit 2015		1 856 231					1 856 231
TOTAL REALISE	73 739 618	50 886 335	38 913 400	10 427 497	92 603 330	41 799 840	308 370 020
RECETTES							
Réalisé	79 531 884	58 032 957	40 191 601	12 512 548	121 288 002	41 029 777	352 586 769
Excédent 2015	4 605 943		3 362 625	8 512 846	26 494 447	9 206 474	52 182 335
TOTAL REALISE	84 137 827	58 032 957	43 554 226	21 025 394	147 782 449	50 236 251	404 769 104
• % réalisation DEPENSES	84.78 %	77.82 %	77.00 %	49.59 %	54.95 %	79.32 %	69.27 %
• % réalisation RECETTES	96.73 %	88.75 %	86.18 %	100.00 %	87.69 %	95.33 %	90.93 %

	A.G.	ELUS	PROMOTION	REST. SCO	AEP	INFORMATIQUE	TOTAL
• % réalisation DEPENSES (FONCT. + INV)	85.89 %	80.67 %	77.00 %	51.44 %	56.03 %	78.34 %	70.57 %
• % réalisation RECETTES (FONCT. + INV)	96.98 %	90.19 %	86.18 %	100.00 %	87.98 %	92.99 %	91.09 %
• Besoin de financement	0	0	0	0	0	0	0
• Résultat de fonctionnement 2016	10 398 209	7 146 622	4 640 826	10 597 897	55 179 119	8 436 411	96 399 084
	5 449 973	2 945 601	2 672 623	8 348 396	50 094 861	3 616 887	73 128 341
• Autofinancement 2016	0	0	0	0	0	0	0
• Excédent de fonctionnement 2016	10 398 209	7 146 622	4 640 826	10 597 897	55 179 119	8 436 411	96 399 084
• Résultat d'investissement 2016	3 074 513	4 993 222	0	147 898	-1 921 127	1 962 307	8 256 813
• Résultat global 2016	13 472 722	12 139 844	4 640 826	10 745 795	53 257 992	10 398 718	104 655 897



LE COMPTE ADMINISTRATIF ET LE COMPTE DE GESTION 2016

Délibération N°1/2017/SPC du 2 février 2017

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu la loi n° 71-1028 du 24 décembre 1971 relative à la création et à l'organisation des Communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
Vu la loi n° 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le Territoire de la Polynésie française ;
Vu la loi n° 96-609 du 5 juillet 1996 portant dispositions diverses relatives à l'Outre-Mer ;
Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
Vu le décret n° 72-407 du 17 mai 1972 portant création des communes dans le Territoire de la Polynésie française ;
Vu le décret n° 80-918 du 13 novembre 1980 portant application des lois n° 77-744 du 8 juillet 1977 et 77-1460 du 29 décembre 1977 modifiant le régime communal dans le Territoire de la Polynésie Française ;
Vu la délibération n° 2/2016/SPC du comité syndical en date du 11 février 2016 approuvant le budget 2016 ;
Vu le compte administratif 2016 présenté par le Président du SPCPF et le compte de gestion 2016 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Iles Australes et des Archipels ;
Vu le rapport de présentation fourni aux membres du comité ;

Exposé des motifs

Le SPCPF étant un établissement public régi par les règles de comptabilité publique, les membres du comité syndical doivent se prononcer sur l'exécution de la tenue des comptes de Monsieur Alain TERRAL, trésorier receveur du SPCPF, pour l'année 2016, et doivent également se prononcer avant le 30 juin de l'année 2017 sur l'exécution de la comptabilité administrative tenue par le Président du SPCPF.

Il est constaté la concordance du compte de gestion retraçant la comptabilité patrimoniale tenue par Monsieur Alain TERRAL, trésorier receveur du SPCPF avec le compte administratif retraçant la comptabilité administrative tenue par Monsieur le Président.

Après en avoir délibéré, le compte administratif et le compte de gestion 2016 sont adoptés et les décisions suivantes prises.

ADOpte

Article 1 : Le compte administratif 2015 du Syndicat pour la Promotion des Communes de Polynésie française et le compte de gestion 2015 du Trésorier des Iles-du-Vent, des Iles Australes et des Archipels sont approuvés.

En fonctionnement, les dépenses s'élèvent à 306 513 789 F CFP et les recettes à 352 586 769 F CFP, soit un résultat de fonctionnement de **46 072 980 F CFP**. L'intégration du résultat de l'année 2015 de **51 280 698 F CFP** affiche au final un excédent de fonctionnement au 31 décembre 2016 de **96 399 084 F CFP**. La répartition par compétence de cet excédent s'établit comme ci-après :

- Administration générale : 4 605 943 F CFP
- Formation des élus : 7 146 622 F CFP
- Promotion : 4 640 826 F CFP
- Restauration scolaire : 10 597 897 F CFP
- Eau potable : 55 179 119 F CFP
- Informatique : 8 436 411 F CFP

En investissement, les dépenses s'élèvent à 13 427 210 F CFP et les recettes à 13 211 300 F CFP soit un résultat d'investissement de **- 215 910 F CFP**. L'intégration du résultat de l'année 2015 de **8 472 723 F CFP** affiche un excédent de **8 256 813 F CFP** au 31 décembre 2016, réparti par compétences comme ci-dessous :

- Administration générale : 3 074 513 F CFP
- Formation des élus : 4 993 222 F CFP
- Promotion : 0 F CFP
- Restauration scolaire : 147 898 F CFP
- Eau potable : - 1 921 127 F CFP
- Informatique : 1 962 307 F CFP

Il est constaté le montant des restes à réaliser :

- en recettes d'investissement de 4 954 293 F CFP.
- en dépenses d'investissement de 11 681 639 F CFP.

Il est constaté, en prenant en compte les restes à réaliser en recettes, qu'aucun besoin de financement n'est nécessaire.

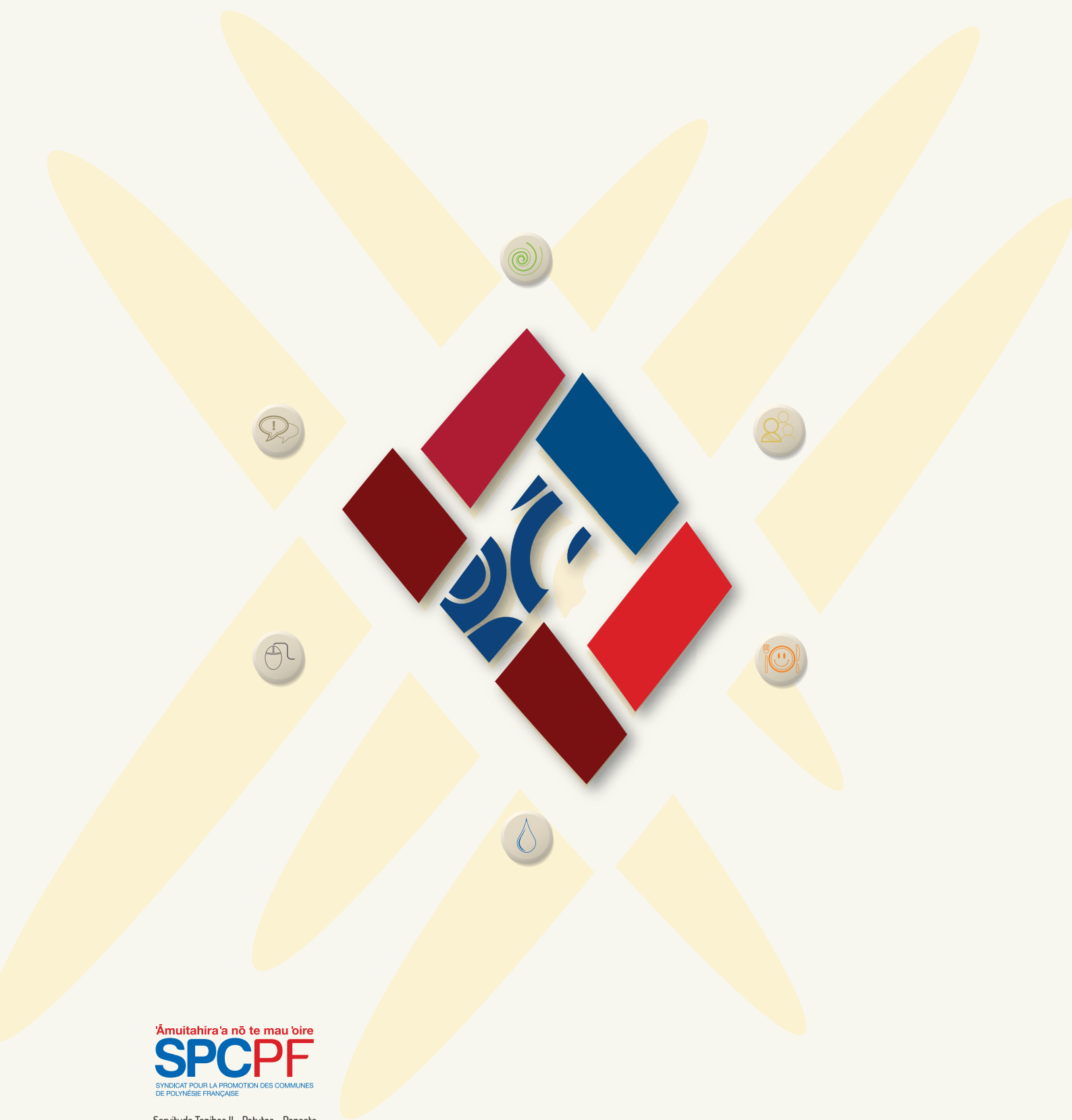
Article 2 : Statuant sur l'affectation du résultat de fonctionnement de l'exercice 2016 et constatant que le compte administratif présente un excédent de fonctionnement de **96 399 084 F CFP** et qu'aucun besoin de financement n'est nécessaire, il est décidé :

- l'affectation en report de fonctionnement (compte 002) d'un montant de **96 399 084 F CFP**, se répartissant suivant les compétences comme suit :
 - Administration générale : 4 605 943 F CFP
 - Formation des élus : 7 146 622 F CFP
 - Promotion : 4 640 826 F CFP
 - Restauration scolaire : 10 597 897 F CFP
 - Eau potable : 55 179 119 F CFP
 - Informatique : 8 436 411 F CFP

Article 3 : Conformément aux dispositions des articles 421-1, 421-4 et 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Polynésie française peut être saisi par la voie du recours formée contre la présente décision, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Article 4 : Le Président est chargé de l'exécution de la présente délibération qui sera publiée et communiquée partout où besoin sera.





'Āmuitahira'a nō te mau 'oire
SPCPF
SYNDICAT POUR LA PROMOTION DES COMMUNES
DE POLYNÉSIE FRANÇAISE

Servitude Tepihaa II - Patutoa - Papeete
BP 50820 Pirae - Tahiti - Polynésie française
Tél +689 40 50 63 63 • Fax +689 40 41 07 98
communes@spc.pf • www.spc.pf • 